Vol 11 # 12 • Du 27 Septembre au 3 Octobre 2017
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

JOVENEL MOÏSE DE NEW-YORK À PORT-AU PRINCE !



Rencontre du président inculpé dans la corruption Jovenel Moise avec Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI)

DES MAIRIES EN GRÈVE !



L'objectif principal de cette grève consiste à exiger des autorités le retrait de cette décision inopportune et désastreuse pour la République: La loi de Finances 2017-2018

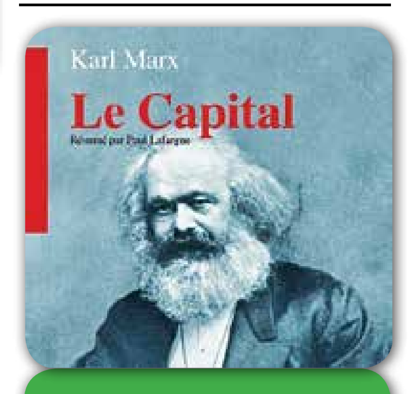


Nouyòk: Kominote Ayisyen an manifeste kont Jovenel Moise!
Page 6

English
Page 9



De la traite à la dette : Occupation et génocide en guise de « découverte » !
Page 7



Le 150ème anniversaire de la publication du Capital !
Page 10



Macron signe les ordonnances sur la loi travail malgré l'opposition ouvrière !
Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Soutien à Taïwan : quelle honteuse collaboration !

Par Berthony Dupont

Il y a des réalités diplomatiques, qu'aucun chef d'Etat, qu'aucun gouvernement véritablement sérieux, honnête et indépendant ne peut ignorer ou faire semblant de ne pas comprendre. Nous voulons parler du cas de la Chine populaire et de sa province rebelle « Taiwan » qui n'est autre qu'un produit de la contre-révolution dirigée par Washington.

Devant un tel conflit qu'il soit local, régional ou international un Etat qui se respecte ne devrait pas se contenter de jouer un rôle de médiateur ou de prendre une position neutre, c'est-à- dire non engagée. A la vérité, il n'y a pas de position neutre. Jamais. Au contraire, tous ceux qui se tiennent de près ou de loin, ouvertement ou en catimini dans ce couloir expriment non seulement leur manque de courage et de conviction, mais aussi leur opportunisme inouï, allant jusqu'à établir des rapports même avec les deux protagonistes.

Une attitude qui révèle que ces pays ne se sont point débarrassés de l'emprise néocoloniale et ne peuvent en aucune circonstance dénoncer une politique de chauvinisme orchestrée par l'impérialisme américain. C'est à la lumière d'un tell constat qu'on devrait jauger et juger tous les présidents, particulièrement ceux d'Haïti qui, à la tribune de l'ONU ont pris la liberté de rabaisser leur pays à sa plus simple expression, en le faisant un pays de prostitués politiques ne respectant aucun principe.

Au cours de la 72ème Assemblée populaire de l'Onu, l'actuel président haïtien Jovenel Moise a nettement montré sa platitude, ses capacités de racketteurs et de mercenaires professionnels, lorsqu'il déclara publiquement dans son adresse : « *la République d'Haïti, fidèle à ses idéaux de paix, de dialogue et de convivialité entre les Peuples, exprime le vif souhait qu'une fenêtre d'opportunité soit offerte à la République de Chine, Taiwan, pour qu'elle puisse participer aux grandes décisions que Nous, Etats-membres de l'ONU, avions adoptées pour l'amélioration de la condition humaine sur la planète Terre* »

Quelle honteuse collaboration ! Mais, il n'est pas le premier à avoir dans cette même circonstance fait preuve de dirigeants inféodés à l'Occident et dressés contre la Chine populaire une telle imposture de reconnaissance du Taiwan. L'ancien président Jean-Bertrand Aristide dans ce cas précis n'avait également pas fait honneur à notre pays puisqu'il a lui aussi plaidé à l'ONU la cause taïwanaise. Mais le plus grave, c'est du fait que ces dirigeants acceptent d'être monnayés par les corrupteurs taiwannais, qui les conditionnent toujours à faire pareille bêtise à savoir prendre la liberté de promouvoir Taiwan sans égard aux conséquences. L'important pour eux, c'est d'accomplir leur job au détriment même du pays ; ou du moins tous les moyens sont bons pour se procurer de l'argent de sorte que les enrichissements se multiplient.

Le Costa-Rica et le Panama viennent de rompre leurs relations avec Taiwan pour faciliter le poids économique de développement et commercial avec la Chine, puisque Taïwan ne pouvait pas leur offrir des investissements importants et une coopération adéquate. Par ailleurs, Taiwan n'est simplement reconnu que par 20 états : tels que : Belize, République dominicaine, El Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Nicaragua, Paraguay, St Kitts et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadines, le Burkina Faso, la Suisse, Kiribati, les îles Marshall, Nauru, Palau, les îles Salomon, Tuvalu et le Saint-Siège. Selon ce que rapporte Tout Haïti : « *Tous nos dirigeants de la date de l'établissement des rapports diplomatiques avec Taïwan à nos jours n'ont fait que bénéficier de la diplomatie du CASH mise en place par Taipei pour conserver son amitié sans aucun souci du développement du Pays.*

Il en est de même de notre classe économique rétrograde et corrompue. On nous rapporte que dans les couloirs du Palais National, nos dirigeants sont tiraillés entre l'argent CASH et personnel de Taïwan et le développement durable pour le pays que veut apporter la Chine populaire. Dans le secteur privé haïtien certains cherchent déjà à s'emparer du projet comme du PETRO CARIBE. D'autres sont en train de mener des contacts avec Pékin pour détourner le projet dans le sens de leurs intérêts comme toujours. »

Ainsi, par cet acte spectaculaire de Jovenel Moise aux Nations-Unies, nous pouvons déduire les raisons pour lesquelles le projet de la Mairie de Port-au-Prince avec les Chinois intéressés à la rénovation et la reconstruction partielle de Port-au-Prince n'ont eu, semble-t-il, jusqu'à présent aucune issue positive. Cette attitude révèle sans conteste qu'on a affaire à des dirigeants qui recherchent des profits pour leur intérêt personnel au lieu de l'intérêt capital du pays et du peuple haïtien. *(Voir la lettre du magistrat de Port-au-Prince, Ralph Youri Chevy, à la page 3 pour confirmer à Monsieur Xie Yong Jian, l'un des Représentants de la Firme gouvernementale chinoise son acceptation de principe au projet).*

Et pour faire équilibre, toujours par souci de soutirer du fric, le président inculpé n'a pas oublié de rappeler dans son discours que : « *La République d'Haïti appelle de tous ses vœux à une sortie honorable de la crise actuelle au bénéfice du peuple frère de la République bolivarienne du Venezuela* ».

Pour un meilleur fonctionnement de la Justice

Les organisations haïtiennes, signataires de cette prise de position, constatent depuis quelques mois la paralysie des tribunaux, notamment causée par la grève des greffiers et greffières qui revendiquent de meilleures conditions de travail, notamment une augmentation de salaire. Les organisations prennent aussi note de la grève des juges. En tant qu'organisations qui plaident pour la réforme du système judiciaire, nous exprimons nos inquiétudes quant au mode de prise en charge du problème de la Justice par l'Exécutif et le Parlement.

Le diagnostic du système judiciaire, réalisé à travers les ateliers du Forum Citoyen pour la réforme de la justice entre 2001et 2005 avait mis en évidence diverses entraves au bon fonctionnement de la justice. Ces problèmes persistent encore aujourd'hui, à savoir :

- L'insuffisance et/ou l'inadéquation des infrastructures judiciaires;
- Le non-respect des droits des personnes détenues : détention préventive prolongée, mauvaises conditions de détention (hygiène, alimentation, surpopulation carcérale);
- L'absence de transparence;
- La dépendance du système judiciaire;
- La désuétude de certains textes de loi ou leur caractère discriminatoire ou non démocratique;
- La formation du personnel de la justice;
- Les conditions de travail des fonctionnaires de la justice;
- La corruption freinant la distribution équitable de la justice.

Le dysfonctionnement des tribunaux cause de sérieux préjudices aux citoyens et citoyennes. Cela a empêché la tenue des assises criminelles de la fin de l'année judiciaire de 2017, ce qui constitue une violation des droits des personnes détenues qui devront attendre les prochaines assises pour être fixées sur leur sort.

Cet état de chose aggrave la récurrence de la détention préventive prolongée, de la surpopulation carcérale et contribue à renforcer la méfiance des citoyens et citoyennes envers le système judiciaire, jugé inaccessible, inéquitable et inefficace.

Les organisations signataires de la présente note prennent acte du dépôt par-devant le Parlement des avant-projets de nouveaux codes de lois (Codes pénal et Code de procédures pénales). Elles déplorent l'insuffisance des consultations et le manque de débats publics autour de ces nouveaux codes et le fait que ces textes ne soient disponibles qu'en français.

Elles constatent aussi que la loi de finances pour l'exercice fiscal 2017-2018, n'apporte pas de réponses adéquates urgentes aux problèmes du système judiciaire ainsi qu'à la faible allocation attribuée au pouvoir judiciaire.

Pour la construction d'un système judiciaire indépendant, transparent et proche de la population, les organisations signataires proposent que:

- La loi du 13 novembre 2007 créant le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) soit amendée.
- Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique transfère toutes les compétences au Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) afin que celui-ci puisse jouer pleinement son rôle d'administrateur de la Justice.
- Le budget adopté par le Pouvoir Exécutif et le Pouvoir Législatif soit rectifié afin que plus de ressources soient allouées au Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) pour répondre aux besoins de la population en matière de justice.
- Une loi définisse la nature exacte des « services publics de la Justice » et les critères légaux de leur distribution et les conditions de leur accessibilité pour chaque citoyen et citoyenne.
- Les avant-projets de Code pénal et Code de procédures pénales examinés par le parlement fassent l'objet de plus d'informations auprès des populations, de consultations d'expert-e-s de différentes disciplines afin de s'assurer que les codes prennent en compte les réalités de la société haïtienne et soient conformes aux principes de droits humains, notamment la non-discrimination et l'équité.
- Ces codes soient traduits en Créole pour respecter les droits linguistiques du peuple haïtien; ils doivent être publiés et largement diffusés après leur adoption, afin de lui permettre de bien comprendre ses droits dans un cas judiciaire.

Pour contacts :
Jocelyne COLAS NOEL, CE-JILAP
Tél : 39123292
Sylvie BAJEUX, CEDH
Tel : 34544340
Me Gédéon JEAN, CARDH
Tel : 37956597

Port-au-Prince,
21septembre 2017

Prénoms, Noms	Organisations signataires
Jocelyne Colas NOEL	CE-JILAP (Commission Épiscopale Nationale Justice et Paix)
Sylvie BAJEUX	CEDH (Centre Œcuménique des droits humains)
Me Joseph Maxime RONY	POHDH (Plateforme des Organisation Haïtiennes de Droits Humains)
Pierre ESPÉRANCE	RNDDH (Réseau national de défense des droits humains)
Dr Jeanne Marjorie JOSEPH	URAMEL (Unité de recherche et d'action médico-légale)
Me Gédéon JEAN	CARDH (Centre d'analyse et de recherche en droits de l'Homme)
Édouard PAULTRE	CONHANE (Conseil haïtien des acteurs non étatiques)
Yolette Andrée JEANTY	Kay Fanm
Ary RÉGIS	SAKS (Sosyete animasyon ak kominikasyon sosyal)
Marie Ange NOEL	Fanm Deside
Elvire EUGÈNE	AFASDA (Association des femmes soleil d'Haïti)
Djénane LEDAN	CPFO (Centre de promotion des femmes ouvrières)
Rose Getchine LIMA	GADES (Groupe d'appui au développement du Sud)
Marie Guyrleine JUSTIN	REFRAKA (Rezo fanm nan radyo kominotè ayisyen)
Evelyne LARRIEUX	SOFA (Solidarité des femmes haïtiennes)

Lettre du Maire de Port-au-Prince à Monsieur Xie Yong Jian

Mr. Xie Yong Jian
Advisor
Southwest Municipal Engineering Design and Research Institute of China
No. 11, Xinghui Road, Jinniu District, Chengdu
Sichuan, China

Cher Mr. Xie:

Nous sommes heureux d'accepter le "Projet de rénovation municipale de Port-au-Prince, planification de la construction, proposition de projet" , projet qui comprend six (6) sous-projets, avec un investissement total d'infrastructure de 4,711 milliards USD qui comprend : les travaux d'eau et de drainage ; travaux routiers ; Travaux d'assainissement environnemental ; Réseau de communication et d'information avec infrastructure et la reconstruction de la "vieille ville" de Port-au-Prince qui comprend un nouveau marché, une zone commerciale et une nouvelle place de la mairie.

Une infrastructure solide et suffisante est une base essentielle pour la croissance rapide de la ville et nous comprenons qu'il améliorera la santé de la population et créera un environnement stable et sûr créant une base solide pour le développement économique. Port-au-Prince, en tant que centre capital et industriel d'Haïti avec le plus grand port, a un énorme potentiel de développement. Il est primordial de commencer le développement de l'infrastructure pour améliorer la protection sociale, créer des emplois et stimuler l'économie après le tremblement de terre en 2010. Après une recherche


Ralph Youri Chevry

approfondie et une considération prudente, le gouvernement municipal soutient la mise en œuvre du Projet de rénovation municipale de Port-au-Prince en tirant parti des investissements et des finances internationaux.

Nous sommes reconnaissants pour cette opportunité et nous sommes impatients de travailler avec l'Institut de conception et de recherche d'ingénierie du sud-ouest de la Chine dans ce projet.

Cordialement,
Le conseil de la municipalité de Port-au-Prince

Ralph Youri Chevry
Maire

Rose Kettyna Bellabe
Maire adjointe

Bernard Joseph
Maire adjoint

Port-au-Prince, 25 août 2017



AVIS

Par ces motifs, sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut déjà accordé à l'audience du dix-sept avril deux mille dix-sept ; pour le profit, accueille la demande en conséquence prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les époux Roland ALLIANTI d'avec sa femme Anna ESTRIPLET, renvoie le requérant par devant l'Officier de l'Etat Civil de Saint Louis du Sud, pour la rédaction de l'acte de divorce et la transcription du dispositif de cette décision sur les registres à ce destinés ; compense les dépens ; commet enfin l'huissier Fritz BERNARD pour la signification de ce jugement.

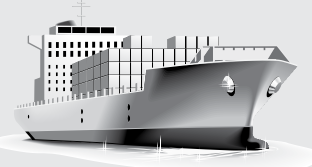
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Michel GLAUDE, Doyen, en présence de Me Gérard Denis JOSEPH, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Jean Claude NOVEMBRE greffier du siège, ce jour 15 mai deux mille dix-sept, An 213ème de l'indépendance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement en exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main; à tous commandants et autres officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis

En foi de quoi la minute du présent jugement fût signée du Doyen et du greffier susdits avec deux renvois en marge paraphé bon. Ainsi signé : Michel Glaude av, Jean Claude Novembre.

COLLATIONNE POUR EXPEDITION CONFORME A LA MINUTE

Jean Claude NOVEMBRE
Greffier







Jovenel Moïse de New-York à Port-au Prince !



Me André Michel

Par Marie Laurette Numa



Jovenel Moise était accompagné outre des policiers et des agents de sécurité, des partisans du PHTK ; mais aussi et bien sûr des militaires démobilisés



Parade de Jovenel Moise à Port-au-prince



Jovenel Moise adressant ses partisans au Wharf Jérémie à Cité Soleil



Le président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) Luis Alberto Moreno et Jovenel Moise



Les militaires démobilisés

Pourquoi les manifestations annoncées le vendredi 22 et 23 septembre pour aller recevoir à l'aéroport le président inculpé Jovenel Moise à son retour de NY où il a participé à la 72e session de l'assemblée des Nations-Unies n'ont-elles pas eu lieu ? Pourquoi l'ancien candidat à la présidence Moise Jean-Charles a-t-il annoncé l'annulation et le report de ces deux derniers jours de manifestations contre la loi de Finances 2017-2018 pour le jeudi 28 et vendredi 29 septembre pour ajouter ensuite « Après ces deux journées de mobilisation, si Jovenel Moïse ne démissionne pas, je vous donne la garantie que ce ne sera pas que de la grève et des manifestations qu'il y aura [...] » et dans la même veine, les grèves annoncées des syndicats de chauffeurs pour les 25 et 26 septembre ont été tout bonnement annulées et reportées pour les 2 et 3 octobre 2017.

Pourtant les militants de l'opposition ont laissé le pavé seul aux membres et sympathisants du Phtk. C'est ainsi que des centaines de militants du PHTK étaient venus accueillir Moise l'inculpé à l'aéroport international Toussaint Louverture.

Rappelons qu'à NY Jovenel bien avant son discours à l'ONU le jeudi 21 septembre a rencontré deux éminences grises de la politique économique de l'international réactionnaire. Il s'agit du président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) Luis Alberto Moreno le mardi 19 septembre 2017, dans une rencontre bilatérale et Christine Lagarde, directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI) qui a tweeté juste après la réunion que « il y a environ deux heures, j'ai rencontré le président Jovenel Moïse pour discuter des défis économiques auxquels Haïti est confrontée et de l'aide que peut apporter le FMI ».

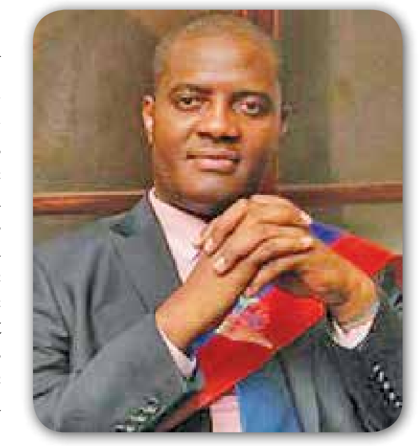
Les hommes du régime ont marché depuis l'aéroport international Toussaint Louverture pour se rendre au Palais National. Jovenel était accompagné outre des policiers et des agents de sécurité, des partisans du PHTK ; mais aussi et bien sûr des militaires démobilisés. Cependant arrivés au carrefour de l'aéroport, ils ont été bien accueillis par une pluie de pierres et de bouteilles venant de part et d'autre de la rue. Aussi, les protecteurs de Jovenel ont vite fait de courir s'abriter avec lui dans une voiture.

Pas satisfait de la provocation du Vendredi, le lendemain, Jovenel a pris les rues pour marcher de la rue du Champ de Mars, jusqu'au centreville de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince et par la suite, il a profité pour se rendre au Wharf Jérémie à Cité Soleil où il a pris la parole devant un groupe de sympathisants du PHTK. « Je vais construire des logements sociaux, je vais demander à l'EPPLS, qui est l'entreprise de promotion pour les logements sociaux dans le pays, de même que cela se fait dans le Sud, dans la Grand'Anse et dans les Nippes, de construire deux mille maisons ».

Entretemps une conférence de presse a été donnée par la coalition des organisations démocratiques de l'opposition pour annoncer deux nouvelles journées de mobilisation dans les rues, les jeudi 28 et samedi 30 septembre 2017, contre le budget 2017selon un des porte-parole l'avocat Me Michel André.

Des Mairies en grève !

Par Isabelle L. Papillon



Le président de la Fédération Nationale des Maires (FENAM) Jude Édouard Pierre

La loi de Finances 2017-2018 continue à faire couler beaucoup d'encre. Ainsi quarante neuf municipalités des 140 du pays viennent de prendre une position ferme à savoir rentrer en grève en fermant les portes de leurs mairies pendant trois jours, allant du lundi 25 au mercredi 27 septembre 2017, en signe de protestation contre la loi de Finances que le gouvernement Moise/Lafontant vient de publier dans le Moniteur du mardi 19 septembre dernier malgré les protestations de la population.

Comme chaque secteur défend sa part dans le budget, les Mairies de Limbé, Pilate, Caracol, Arcahaie, de la Victoire, de Petit-Goâve, de Grand-Goâve, de Milot, de Pointe-à Raquette, de Sainte-Suzanne, des Perches et de Pignon pour ne citer que ceux-là accusent le gouvernement que les enveloppes allouées aux différentes collectivités ne représentent absolument rien tenant compte de leurs besoins. Ils accusent le gouvernement d'exclure l'ensemble des municipalités de la machine étatique comme si elles ne sont d'aucune utilité dans le processus du développement économique du pays.

L'objectif principal de cette grève consiste à exiger des autorités le retrait de cette décision inopportune et désastreuse pour la République. Le président de la Fédération Nationale des Maires (FENAM) Jude Édouard Pierre soutient les revendications de ses collègues et exige le gouvernement central à verser aux municipalités l'enveloppe de 3.5 millions de gourdes provisionnées pour chacune d'elle, dans le budget rectificatif.

Dans la même veine, rappelons depuis un laps de temps, que des greffiers et des huissiers ont abandonné leur poste de travail pour dénoncer leurs mauvaises conditions de travail. Depuis le 13 septembre dernier, l'Association professionnelle des magistrats les rejoint dans une grève de deux semaines qui avait pris fin le 22 septembre dernier. Toutefois le Président de l'Association Professionnelle des Magistrats Wando St-Vilier annonce que la grève pourrait reprendre à la rentrée

suite à la page(15)

Barrez-les, cernez-les, coffrez-les, marrez-les, jugez-les!

Par Fanfan la Tulipe

Quel immense, succulent, exquis plaisir ai-je ressenti le mardi 5 septembre écoulé lorsque le sénateur Antonio Cheramy, l'ami Don Kato, eut rageusement, copieusement, goulûment, avidement, chaudement mais aussi froidement, longuement, hardiment, fièrement, bravement, papadessalinement, charlemagnepéraltement, haïtiennement, carrément, rondement, courageusement, joyeusement, gaillardement, passionnément si ce n'est amoureusement, déchiré en miettes et morceaux le document du rapport de la commission chargée d`analyser le projet de la très décriée, machiavélissime, duvaliérissime, perfidissime. et scélératissime loi des finances.

Mon sang faisait mille fois à la seconde le tour de mes veines, mon pouls bondissait et exultait de joie, chaque systole cardiaque déversait une furibonde poussée de sang vif et généreux dans mon système artériel, le nœud de Keith et Flack auriculo-ventriculaire de mon cœur laissait échapper de bondissantes pulsions électro-physiologiques s'épanouissant en rouges gerbes cardio-vasculaires de fierté pour célébrer le courage, la dignité, la passion, la force, la force d'âme, la véhémence de conviction du sénateur Antonio Cheramy qui sonnait la cloche de rassemblement des vertus citoyennes et scandait: «*bare vòlè*! ». Intérieurement je me laissais aller à réclamer: *barrez-les*, cernez-les, *coffrez-les*, jugez les!



BIC Tizon Dife, de son vrai nom Roosevelt Saillant mande "pote kòd, kòd pap janm ase pou nèg isi", pou mare vòlè k ap mande pèp la manje ak fouchèt, epi yomenm yo y ap manje ak louch, à grande louchée

Mettez la main au collet des vendeurs du temple, des parvenus de la 50ème législature, des gueux de la 50è en transfert de classe, en ascension de classe, en montée de classe, en changement de classe, en *grimpance* de classe, en *enjambance* de classe, en *traversance* de classe, en *escaladance* de classe, en *assautance* de classe. Certes, tous les trente sénateurs ne sont pas des grimpeurs, des enjambeurs, des escaladeurs, des assauteurs, mais ils sont plusieurs à s'être abaissés, rabaissés, prostitués, aplatis, punaisés, à se laisser acheter par les billets verts, tout neufs, au parfum de servilité, d'indignité, d'asservissement de l'Oncle et de la présidence.

Bravo Kato! Bravo, l'élu du département de l'Ouest! «Si triste est la saison qu'il est venu le temps» pour un sénateur de la république de s'en prendre rageusement à un document officiel, de le déchirer en miettes et morceaux pour mieux et plus effectivement dénoncer le comportement veule, à-plat-ventriste, infâme, immonde, abject, sordide, scandaleux, ignominieux, crapuleux, anti-national, anti-peuple de ses pairs. Et chaque fois que Kato déchirait les morceaux de papier, *chwapchwap*, *chwipchwip*, le bruit *chwapchwapant* me causait un vif sentiment de victoire sur le mal, la malhonnêteté, la fourberie, la friponnerie, la canaillerie, la *malpouwonterie*, la *sans-vergognerie* de sénateurs félons vautrés dans la boue de la corruption. Cochons de parlementaires!



Antonio Cheramy alias Don Kato, Evalière Beauplan, Ricard Pierre et Nènèl Cassy, sénateurs de l'opposition

Bravo Don Kato! Bravo Don Dignité! Bravo Don Haïtianité! Les hypocrites ont été saisis de vous entendre les dénoncer: *bare vòlè*! Ils couraient dans tous les sens, fourmis folles d'indignité, ne sachant comment arrêter la foudre Donkatonique qui leur déversait dessus le feu de la révolte et de leur mise au ban d'accusation. Bravo mon ami, bravo l'ami Cheramy! Vous qui terrassâtes cette clique de voyous au sein du parlement du haut de votre plus vrillant mépris, vous qui leur réclamâtes de «retourner ce qu'ils ont en main», le salaire de la honte, les 2 millions de gourdes reçus de l`exécutif pour voter sans aucune modification le projet de loi de finances 2017-2018, vous qui comprîtes l'astuce de la présidence et fites cet heureux vacarme qui bloqua la séance de vote, vous qui sûtes leur dire zut pour s'être révélés des agents zélés de *zòt, kidonk* du pouvoir et de l'impérialisme corrupteur.

Bravo Kato! En solidarité avec votre franchise, votre courage, votre fermeté, le peuple souffrant victime de toutes les misères, de tous les malheurs, de toutes les agressions, de tous les abus, de toutes les violations de leurs droits, du rejet de leurs cris de désespoir, de leur refoulement dans la crasse et l'ignorance, oui, un peuple avili a crié de toutes ses forces: *barrez-les*, cernez-les, *coffrez-les*, jugez les! On finira sans doute par savoir qui sont-ils ces crocodiles voraces des étangs saumâtres de l'empire, gueules ouvertes en attente d'avaler les mouches vert dollar de la corruption.

Bravo Kato! Bravo sénateur pourchasseur de *ti visye sou pòtay*, sénateur accusateur de chenapans obsédés par la soif du dollar. Bravo Kato, giboyeur d'occasion pour avoir poursuivi des malfrats avides de billets verts, un soir où tous les démons de la corruption étaient lâchés avec en poche les deux millions de l'exécutif. Vous ne les avez pas cités nommément ces sénateurs veules, cupides, mercenaires à l'esprit mercantile. Mais on soupçonne qui ils peuvent bien être. Car, en mettant de côté Kato et les trois autres sénateurs de l'opposition, Evalière Beauplan, Ricard Pierre et Nènèl Cassy, il reste bien vingt-six sénateurs parmi lesquels doivent figurer les sacripants, les arsouilles, les fripouilles, les canailles qui ont "mangé l'argent de Chango".

Le peuple interpelle les *canaillards, les mangeaillards, les arsouillards, les fripouillards, les protégés de Chango* qui ont touché 2 millions de la présidence. Que ceux-là dont on n'a pas graissé la patte, le museau et le groin se déclarent innocents de connivence avec "l'inculpé" siégeant au palais national! Dès lors, par soustraction, on arrivera bien à faire le compte des scélérats, des ennemis du peuple qui doivent «retourner ce qu'ils ont en main». On saura qui devrait avoir la corde non pas au cou mais aux poignets. Ainsi saura-t-on qui a bu au calice du déshonneur, de la corruption et de la honte dans les salons de la présidence.

Hey! Youri Latortue (**AAA**), Carl Murat Cantave, Gracia Delva (**AAA**), Wilot Pierre (**PHTK**), Rony Célestin (**PHTK**), Sorel Jacinthe, Jean Rigaud Bélizaire, Wilfrid Gélin (**PHTK**), Francenet Denius, Denis Cadeau (**Bouclier**), Dieudonne Luma (**PHTK**), Nawoon Marcellus (**Bouclier**), Jean Marie Ralph Féthière (**PHTK**), Wanique Pierre(**PHTK**), Ronald Larèche, Jacques Sauveur Jean (**PHTK**), Omondieu Louis, Kedlaire Augustin (**PHTK**), Jean Renel Sénatus, Patrice Dumont, Jean-Marie Salomon, Ricardo Pierre, HervéFourcand (**PHTK**), Pierre-François Sildor (**PHTK**), Joseph Lambert, Dieupie Chérubin, vous avez la parole. Présumés accusés, levez-vous! L'heure a sonné pour vous. Défendez-vous!

Le peuple vous interpelle messieurs et dames qui avez reçu de l'argent, beaucoup de pognon, pour voter contre les intérêts du peuple. N'avez-vous pas encore écouté la dernière production musicale, le dernier numéro phare, le dernier morceau choc de BIC *Tizon Dife*, de son vrai nom Roosevelt Saillant? Son *Pote kòd* est un véritable raz-de-marée musical de dénonciation en règle de vos dérives et comportements malhonnêtes, frauduleux d'escrocs aux crocs de misérables trafiquants, un ouragan de revendications populaires dont BIC s'est fait l'écho et qui a inondé les ondes et les réseaux sociaux. Comme j'ai été ravi et stimulé par ce déploiement musical haut de gamme contre des malfaiteurs-Papa-Gede habillés tout de noir *pou y al monte opalè*.

Avec le peuple bafoué jusqu'au trouillon, BIC crie sa colère, sa révolte, il se sent indigné, écœuré, outré, offensé, insulté, scandalisé, et il chante "*Pote kòd, pote kòd*". Des cordes pour attacher, *marrer* les voleurs selon ce que réclame la bonne tradition de notre culture haïtienne. L'artiste nous assure – et il a raison – qu'il n'y aura jamais suffisamment de cordes pour attacher tous ces *nèg* coupables de trahison de leurs promesses électorales et de crime moral contre les espérances et les attentes des électeurs qui les ont votés. Tant il y a de *nèg* coupables de crime contre la nation.

N'ayant pas eu accès à cette séance historique où des parlementaires étaient prêts à voter en faveur d'une loi scélérate, c'est par le trou de la serrure que *Tizon Dife* a vu comment des chenapans de sénateurs se chamaillaient, se disputaient, se bagarraient, s'invectivaient pour *grapiller* le plus possible du gâteau. Ah qu'ils étaient dégoûtants, répugnants, détestables, exécrables, indécents, ignobles, dégueulasses à se quereller pour quelques gourdes en plus ou en moins! Aucun sens de l'éthique entre collègues, aucun savoir-faire, aucun savoir-vivre, aucune élégance, aucune tenue, aucune retenue, aucune rectitude, aucune étiquette, aucune sociabilité, aucune honorabilité, aucune probité, aucune dignité, aucune moralité, une absence totale de bonnes manières, de forme, bref, des charognards à l'état de la bête se disputant la manne de la corruption tombée du ciel de la présidence.

Pote kòd! Cette musique fait évidemment pendant à la tapageuse prestation de Antonio Cheramy, le cher Don Kato, lors de la tentative de ratification par le Sénat du projet de loi des finances: un condensé *pwès* de mesures anti-peuple. Elle dénonce les sénateurs qui avaient fait promesse électorale de se porter garants du bien-être de leurs constituants. Devenus des parlementaires à tu et à toi avec la présidence, avec les gros et gras bourgeois, avec l'ambassadeur cinquante-étoilé, avec des mulâtresses *dekrenmen* en perte de vitesse économique, ils sont prêts à trahir leurs promesses, à voter contre leurs promesses, contre les intérêts des *pi piti*.



Question innocente: Youri aurait-il pu avoir prélevé un pourcentage de "33%" sur chaque 2 millions présumément empochés par des sénateurs corrompus? Juste une question

Ils suggèrent à leurs électeurs de "se servir de fourchettes" pour *lamanjay*, d'y aller par fourchettée, alors qu'eux autres ils se servent de louches et s'mplissent le jabot à grandes louchées. Au peuple donc d'apporter les cordes pour attacher les profiteurs, les nouveaux riches, les parvenus, les grands mangeurs, les *aloufa*, les goinfres, les *afannaaf*, les voleurs de ce qui revient aux déshérités.

Alors que des déclassés, des arrivistes, des ambitieux, des *malpouwont* de sénateurs s'apprêtaient à se décider sur le contenu de la révoltante loi des finances que lisait le questeur Ricardo Pierre, "*lwa Monndong*" s'amenait en la personne de Antonio Cheramy, alias Don Kato. Posément, prestement, fermement, froidement, le sénateur de l'Ouest saisissait des mains du sénateur Pierre apparemment étonné le document assassin pour le déchirer joyeusement, calmement en mille morceaux. Une façon symbolique de signifier, d'annoncer que le peuple se tienne prêt pour un *levekanpe*, pour une opération *pote kòd*, parce que l'indécence, l'inconscience, l'insensibilité, la cruauté, l'inhumanité de nombre de ses collègues ont atteint un point inacceptable et qu'il lui a fallu se révolter, regimber, fût-ce même contre les règles internes du parlement.

Le slogan de *lwa* Marx et *lwa* Engels était: " Prolétaires de tous (les) pays, unissez-vous!" *Lwa* Monndong, *lwa* Don Kato, *lwa pèp la* réclame: *tout pwoletè lakay, pote kòd*! *Barrez-les*, cernez-les, *coffrez-les, marrez-les*, jugez les scélérats!

24 septembre 2017

Nouyòk: Kominote Ayisyen an manifeste kont Jovenel!



Manifestasyon mèkredi swa 20 septanm devan legliz Kwazad Evanjelik



Manifestasyon devan Nasyonzini jedi maten 21 septanm

Mekredi pase 20 septanm 2017 jou anivèsè papa Desalin nan, plis pase 300 moun te desann sou beton an pou vin bay Jovenel Moise monnen pyès li nan legliz pastè Nicholas a Kwazad Evanjelik ki nan chita Bouklin nan Is 31 an.

Sete yon manifestasyon ki te fèt ak anpil militans depi 5kè jouk pou rive onzè diswa, manifestan an yo pat dekouraje kanpe de kote, yon pati nan Is 31, yon lòt nan 32 a pou veye lè enkilpe a ap sòti. Se ak anpil eslogan ak pankat moun yo te manifeste endiyasyon kont gouvènman PHTK a.

Nan jedi maten devan Nasyonzini nan Manhattan depi 9vè pou rive midi konpatriyòt yo te reponn prezan pou kontinye denonse prezidan PHTK. Se diferan òganizasyon pwogresis nan kominote ki te mèt tèt yo ansanm pou manifestasyon sa a te kapab posib kont Jovenel Moise.

Deklarasyon Pati RASIN Kan Pèp la kont bidjè kriminèl la

Rasanbleman Sosyalis pou yon Inisyativ Nasyonal tou Nèf (Pati RASIN kan pèp la) kwè, lè prezidan Jovenel Moise pibliye bibjè kriminèl 2017-2018 la, se lagè li deklare pèp Ayisyen an. Se poutèt sa, pati a apiye pèp souvren nan « operasyon jete bannann pouri a nan poubèl listwa ».

Malgre pwotestasyon, denonsyasyon ak mobilizasyon popilasyon Ayisyèn lan kont Bidjè kriminèl 2017-2018 la, gouvènman an pibliye lwa a nan jounal ofisyèl peyi a (le moniteur). Bidjè sa a, se vitrin ki montre vrè vizaj reyaksyonè rejim ladwat ak ekstrèm dwat gouvènman Jovenel Lafontant an ak majorite palmantè yo. Prezidan Jovenel Moïse bay yon pakèt manti nan deklarasyon li fè Nouyòk yo. Li deklare se moun ki nan koripsyon ki kont bidjè a. Alòske, Jovenel Moise enkilpe pou blanchiman lajan sal. Sa vledi, se yon moun Konsèy Elektoral Pwovizwa Leopol Belanger a rale nan papòt prizon epi mete l prezidan peyi a. Jounen jodi a, li twouve l ap manke moun dega, l ap pwovoke pèp Ayisyen an.

Pati RASIN Kan Pèp La, koube l byen ba pou l salye mobilizasyon ki demare kont pouvwa tèt kale No 2 a divès kote nan peyi a, pou jete bannann pouri a nan poubèl listwa. Pandan n ap mande manm nou yo ki sou beton an depi premye me bò kote ouvriye yo, ki kontinye sou beton an nan tout mobilizasyon kont bidjè kriminèl la, kontinye pote kole nan tout depatman yo nan "operasyon jete bannann pouri a, nan poubèl listwa".

Manifestasyon jounen 12 Dawou 2017 la, grèv istorik lendi 18 septanm lan, manifestasyon mèkredi 20 septanm lan, se yon seri avètisman pèp la voye bay pouvwa egzekitif la ak tout bann palmantè k ap kore l yo. Pati RASIN Kan Pèp La, pwofite denonse ansasinay Jean Makenson patizan pouvwa a fè nan okazyon manifestasyon popilasyon Ench lan te òganize mèkredi 20 septanm lan. Pati a, voye kòdoleyans li bay fanmi viktim lan, bay Mouvman pou Ranmase Chalmay Peral ak tout fòs demokratik nan Plato Santral tankou MPP ki te patisipe nan pwotestasyon yo. Nan memwa Jean Makenson popilasyon Ench lan dwe kontinye mobilize jis nou rive nan fen "operasyon jete bannann pouri a nan poubèl listwa"

Pandan n ap salye mobilizasyon an, nou tou pwofite voye senpati nou bay tout moun ki viktim nan moman sa a. Se konpòtman kraze brize lapolis ki te pwovoke zak ki te fèt nan finisman manifestasyon 12 dawout la. Nou mande manifestan yo pou yo pa bliye objektif estratejik mouvman an, pou yo pa tonbe nan pwovokasyon lapolis e pa poze aksyon ki ka fè yon seri kouch nan popilasyon an bay mouvman an do e sispann batay pou revandikasyon prensipal moman an ki se rantre bidjè kriminèl la.

Si pouvwa egzekitif la ansanm ak palmantè tèt kale yo te gen sousi pou mas pèp la, yo t ap tande rèl pèp sa a k ap denonse bibjè rapas la ki gonfle tout lajan nan ribrik lòt entèvansyon piblik, la Prezidans, Palman, Sèvis dèt (peye lajan petwokaribe tèt kale no 1 an te piye/ gaspiye), pandan bidjè a pa kenbe kont de pouvwa jidisyè a ni kolektivite teritoryal yo. RASIN Kan Pèp la dakò pou tout moun peye taks. Paske se ak taks yo pou aparèy Leta a mache, men nou pa dakò ak bidjè k ap toupizi malere ak malerèz san yo pa jwenn okenn sèvis sosyal an retou. Nou pa dakò ak chanjman nan monte taks yo byen wo, lè popilasyon an konnen yon gwo pati nan lajan sa a ap kontinye ale nan pòch kèk fanmi ak kèk sektè nan oligachi a. Pati RASIN kan pèp la vle raple tout move lawon yo kreyon listwa pa gen gòm.

RASIN kan pèp la kwè pou peyi a reprann dwa grandèt majè li fòk tout sitwayen peye taks kòmsadwa. Men li voye jete tout lwa finans ki vize souse san malere ak malerèz pandan lwa sa a ap pwoteje grannèg yo. RASIN Kan Pèp La, vle atire atansyon popilasyon an sou yon aspè ki enpòtan anpil e fòk pèp la konprann trè klè bidjè sa a tradwi lit ant klas k ap dirije a ak klas eksplwate yo. Se nan sans sa a, nou wè gouvènman an pran pozisyon aklè nan bidjè sa a an favè klas ki kontwole ekonomi peyi a. Dayè anpil ladan yo te mete anpil lajan pou finanse kanpay Prezidan ki sou pouvwa kounye a. Pifò Palmantè yo chwazi kan yo tou lè yo aksepte vote bidjè dechèpiyè a.

Devan gwo leve kanpe Pèp Ayisyen an pou denonse bidjè k ap peze souse malere yo, gouvènman tèt kale a ak alye l yo fèmen je yo epi bouche zòrèy yo pou yo pa wè ak tande bezwen ak rèl popilasyon an. Yo pito di se manipile yo manipile moun ki te pran lari madi 12 Sektanm 2017 la. Pwovèb la di <<ki mele pis nan grangou chen >> nou menm nou tradui l pou yo<< ki mele sansi sa yo nan anemi malere ak malerèz >>.

RASIN Kan Pèp La, redi

suite à la page(15)

Pou lajistis fonksyone pi byen

Òganizasyon ayisyen yo ki siyen pozisyon piblik sa a konstate tribinal yo kanpe travay depi kèk mwa akòz grèv grefye yo k ap mande pi bon kondisyon travay epi ogmantasyon salè. Òganizasyon yo pran nòt jij yo ki yo menm tou rantre nan grèv. Kòm òganizasyon k ap plede pou refòm sistèm lajistis ayisyen an nou enkyete anpil pou fason nou wè Pouvwa Egzekitif ak Pouvwa Lejislatif la ap trete pwoblèm sa a.

Analiz sistèm jidisyè a ki te reyalize atravè divès atelye Fowòm sitwayen pou refòm lajistis la soti 2001 rive 2005 te montre pakèt pikan kwenna ki anpeche lajistis la mache byen. Pwoblèm sa yo toujou rete tennfas jounen jodi a. Men kèk nan yo :

- Mank enfrastrikti jidisyè epi sa ki genyen yo pa kòdjòm;
- Mank respè dwamoun k ap tann jijman : moun k ap tann jijman depi lontan, move kondisyon sant detansyon yo (lijyèn, manje, anpil moun nan yon ti selil);
- Absans transparans;
- Depandans sistèm jidisyè a parapò ak lòt 2 pouvwa Leta yo (Egzekitif ak Lejislatif) ;
- Kèk tèks lalwa ki pa alamòd ankò, ki genyen mak diskriminasyon oubyen ki pa demokratik ;
- Fòmasyon moun k ap travay nan lajistis la;
- Kondisyon travay fonksyonè lajistis yo ki pa bon;
- Koripsyon ki anpeche lajistis la distribiye pou tout moun menm jan.

Tribinal yo ki p ap mache byen kapab koze gwo tò kont sitwayen ak sitwayèn yo. Sa anpeche asiz kriminèl nan finisman egzèsis jidisyè 2017. Sa ki se yon vyolasyon grav dwamoun k ap tann jijman yo ki dwe tann ankò pou yon pwochen asiz pou konnen sò yo. Bagay sa a fè vin rav pwoblèm detansyon prevantiv pwolonje a, moun pil sou pil ki nan selil yo, e li ranfòse mefyans sitwayen ak sitwayèn yo kont sistèm jidisyè a ki deja pa efikas, ki pa menm pou tout moun epi ki pa pwòch popilasyon an.

Òganizasyon yo ki siyen nòt sa a pran nòt sou depo avanpwojè nouvo kòd lwa (kòd penal ak pwosedi penal la) devan palman an. Nou regrèt pa t genyen twòp konsiltasyon epi manke deba piblik sou nouvo tèks lalwa sa yo dayè ki disponib sèlman nan lang franse.

Òganizasyon yo konstate tou lalwa finans pou egzèsis fiskal 2017-2018 la pa pote repons kòrèk epi ijan pou pwoblèm yo sistèm jidisyè a genyen ak ti kantite kòb yo mete pou li a.

Pou konstui yon sistèm jidisyè endepandan, transparan e ki pwòch popilasyon an, òganizasyon yo ki siyen pozisyon piblik sa a pwopoze pou :

- Lalwa 13 novanm 2007 ki kreye Konsèy Siperyè Pouvwa Jidisyè a amande.
- Ministè Lajistis ak Sekirite Piblik transfere tout konpetans yo bay Konsèy Siperyè Pouvwa Jidisyè a pou li kapab jwe wòl li pou administre lajistis la tout bonvre.
- Bidjè Pouvwa Egzekitif la ak Pouvwa Lejislatif la adopte a revize yon fason pou sistèm jidisyè a gen resous nesesè pou l reponn ak bezwen jistis popilasyon an espesyalman Konsèy Siperyè Pouvwa Jidisyè a.
- Gen yon lwa ki defini yon fason klè sa « sèvis piblik lajistis yo ye» epi kritè legal pou distribisyon yo ak nan ki kondisyon sitwayen ak sitwayèn yo kapab jwenn yo.
- Avanpwojè Kòd penal ak Kòd pwosedi penal yo palman an ap egzaminen yo fè deba bò kote popilasyon an ak konsiltasyon ekspè nan divès disiplin pou yo kapab asire yo kòd sa yo pran an konsiderasyon reyalite ayisyèn nan, li koresponn ak prensip dwamoun, espesyalman non diskriminasyon epi menm chans pou tout moun.
- Kòd sa yo tradui an kreyòl pou respekte dwa linguistik pèp ayisyen an; pou yo pibliye epi gaye yo nan tout peyi a lè yo fin adopte yo pou l ka byen konprann dwa li devan lajistis.

Non ak Siyati	Òganizasyon yo
Jocelyne Colas NOEL	CE-JILAP (Komisyon Episkopal Nasyonal Jistis ak Lapè)
Sylvie BAJEUX	CEDH (Centre Œcuménique des droits humains)
Me Joseph Maxime RONY	POHDH (Plateforme des Organisation Haïtiennes des Droits Humains)
Pierre ESPÉRANCE	RNDDH (Réseau national de défense des droits humains)
Dr Jeanne Marjorie JOSEPH	URAMEL (Unité de recherche et d'action médico-légale)
Me Gédéon JEAN	CARDH (Centre d'analyse et de recherche en droits de l'Homme)
Édouard PAULTRE	CONHANE (Conseil haïtien des acteurs non étatiques)
Yolette Andrée JEANTY	Kay Fanm
Ary RÉGIS	SAKS(Sosyete animasyon ak kominikasyon sosyal)
Marie Ange NOEL	Fanm Deside
Elvire EUGÈNE	AFASDA (Asosyasyon fanm solèy d Ayiti)
Djénane LEDAN	CPFO (Centre de promotion des femmes ouvrières)
Rose Getchine LIMA	GADES (Groupe d'appui au développement du Sud)
Marie Guyrleine JUSTIN	REFRAKA (Rezo fanm nan radyo kominotè ayisyen)
Evelyne LARRIEUX	SOFA (Solidarite fanm ayisyèn)

Pou kontak :

Jocelyne COLAS NOEL, CE-JILAP
Tél : 39123292

Sylvie BAJEUX, CEDH
Tel : 34544340

Mèt Gédéon JEAN, CARDH
Tel : 37956597.

Pòtoprens, 21 sektanm 2017

De la traite à la dette : Occupation et génocide en guise de « découverte » !

Par Jérôme Duval

1ère Partie

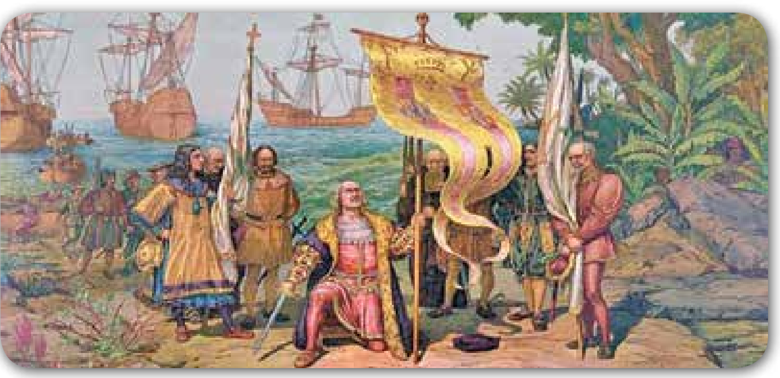
« On nous a dit et on continue à nous dire que les pèlerins du Mayflower sont venus peupler l'Amérique. Mais l'Amérique était-elle inhabitée ? » Eduardo Galeano |1|

« Ce qui a été réellement découvert – en 1492 – c'est ce qu'était réellement l'Espagne, la réalité de la culture occidentale et celle de l'Église à ce moment. Tous (…) se sont mis à découvert. Ils n'ont pas découvert l'autre monde, ils l'ont recouvert. Ce qui nous reste à faire aujourd'hui, c'est de découvrir ce qui a été recouvert et que surgisse un "nouveau monde" qui ne soit pas seulement la répétition de l'ancien, qui soit véritablement neuf. Est-ce possible ? Est-ce pure utopie ? » Père Ignacio Ellacuria, quelques mois avant d'être sauvagement assassiné par le Bataillon Atlácatl de l'armée salvadorienne le 16 novembre 1989. |2|.

Finalement, les pays dits « en voie de développement » (PED) d'aujourd'hui remplacent les colonies d'hier : les grandes entreprises multinationales occidentales se placent dans les anciennes colonies, y investissent et en extorquent les ressources pour accumuler de faramineux profits qui s'évadent dans des paradis fiscaux appropriés. Tout cela se déroule sous le regard bienveillant des élites locales corrompues, avec l'appui des gouvernements du Nord et des Institutions financières internationales (IFI) qui exigent le remboursement de dettes odieuses héritées de la colonisation. Par le levier de la dette et des politiques néocapitalistes imposées qui la conditionnent, les populations spoliées paient encore le crime colonial d'hier et les élites le perpétuent subrepticement aujourd'hui, c'est ce qu'il est convenu d'appeler le néocolonialisme. Pendant ce temps, hormis quelques tardives et bien trop rares reconnaissances des crimes commis, on se hâte d'organiser l'amnésie collective afin d'éviter tout débat sur de possibles réparations. Celles-ci, ouvrant la voie à des réclamations populaires, pourraient engager un devoir de mémoire émancipateur jusqu'à de possibles restitutions. Une perspective à étouffer avant qu'elle ne s'embrase ?

Catastrophe démographique du génocide

Le vendredi 3 août 1492, la Pinta, la Niña et la Santa María, les trois navires de Christophe Colomb quittent le port de Palos de la Frontera en Andalousie avec près de 90 membres d'équipage. Moins de trois mois plus tard, l'expédition accoste dans plusieurs contrées des Amériques dont Cuba le 28 octobre. 1492 marque ainsi la mal nommée « découverte de l'Amérique », mais c'est aussi l'année où l'Espagne, après près de huit siècles, vint à bout du dernier bastion de la religion musulmane avec la reconquête de Grenade le 2 janvier 1492 |3|. La guerre dite « sainte » de l'Église contre l'Islam, conduite par Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille qui avaient unifié leurs domaines rivaux par le mariage, était victorieuse. L'exaltation « nationaliste » s'accommode d'une poussée xénophobe imprégnée d'intolérance. Trois mois plus tard, environ 150 000 juifs qui refusaient de se convertir au catholicisme furent expulsés du territoire espagnol (le 31 mars 1492). La culture guerrière des croisades s'exporta vers les nouvelles colonies. La reine Isabelle qui avait patronné l'Inquisition fut d'ailleurs consacrée première Dame de ce « Nouveau Monde » par le pape espagnol Alexandre VI. Le royaume de Dieu s'étendait et les conquistadors exhortaient les multiples peuples originaires mal nommés « les Indiens » à se convertir à la foi catholique par la force |4|. Au moins 10 millions d'habitants originaires des Amériques furent exterminés entre 1500 et 1600 avec la bénédiction du Vatican |5|. Mais les chiffres pourraient être bien plus alarmants que cette estimation basse si l'on admet que les Amériques étaient bien plus peuplées qu'on ne l'avait cru jusqu'ici. En effet, de nombreux scientifiques estiment désormais que « la population des deux continents américains avant 1492 oscillait entre 90 et 110 millions d'habitants (dont 5 à 10 millions dans la forêt amazonienne). En d'autres termes, contrairement à ce que l'on continue d'apprendre dans les manuels d'histoire, davantage de gens vivaient en Amérique qu'en Europe à cette époque ! ». En tenant compte du « choc microbien » au contact des premiers conquistadors : des cargaisons d'épidémies inconnues dans ces territoires, à savoir la variole, la grippe, la rougeole, la peste, la pneumonie ou le typhus, se sont répandues comme une traînée de poudre au sein des populations autochtones, décimant 85 à 90 % de la population amérindienne dans le siècle qui a suivi l'arrivée de Christophe Colomb |6|. Si l'on ajoute la malaria et la fièvre jaune importées par les Européens en Amérique, la conquête par les armes et le travail forcé, qui conduisait bien souvent à la mort, c'est 95 % des Amérindiens qui auraient disparu entre 1492 et 1600 |7|. « Le coût humain et social dépasse l'entendement. Un tel trauma déchire tous les liens qui existent au sein d'une culture. Dans toutes les annales de l'histoire humaine, il n'existe aucune catastrophe démographique comparable », écrit Charles C. Mann dans ses ouvrages de référence |8|.



L'arrivée de Christophe Colomb en Amérique

Le massacre est gigantesque. Les Amérindiens décimés devenus trop peu nombreux pour constituer une force de travail durable, les puissances coloniales font appel à la main d'œuvre extérieure africaine afin de poursuivre l'entreprise colossale du plus grand pillage de tous les temps. Alors que se déroulait le génocide des Amérindiens cité plus haut, l'historienne Aline Helg nous rappelle que, 8 à 10 millions d'Africains moururent « lors de leur capture sur leurs terres, dans les marches pour arriver aux ports africains et durant la longue attente dans les entrepôts côtiers » avant d'être embarqués et entassés dans l'entrepont des vaisseaux négriers en partance pour le nouveau monde. Finalement, au moins 12 millions d'Africains arrachés à leurs terre natale sont déportés vers les Amériques et les Caraïbes entre le 16e et le 19e siècle |9|. Mais un grand nombre d'entre eux, presque 2 millions (environ 16 % du total), ne survivra pas au voyage et périra durant la traversée transatlantique avant d'arriver à destination dans les colonies européennes.

Pour les survivants, leur sort est régi, en ce qui concerne la France, par le fameux Code noir, préparé par Colbert et édicté en 1685, qui déclare dans son article 44 « les esclaves être biens meubles » légiférant ainsi la traite et l'esclavage. Des milliers de captifs d'Afrique débarquaient ainsi chaque année, pour être mis en vente sur les marchés aux esclaves des Amériques |10|. La décennie de 1784 à 1793 fut le point culminant de la traite avec des importations qui s'élevèrent en moyenne à presque 91 000 Africains par an. Mais le record historique absolu fut atteint en 1829, quand 106 000 captifs furent débarqués, presque tous au Brésil, à Cuba et dans les Antilles françaises |11|. Une fois achetés par leurs maîtres, les esclaves sont marqués au fer rouge (qui s'ajoute au marquage sur le bateau ou à l'embarquement), subissent des coups de toutes sortes pour encourager le travail et les femmes sont fréquemment violées. Les tentatives de rébellion, avérées ou non, sont durement réprimées par coups de fouets, suivies d'une condamnation à mort sous la torture. Les esclaves sont écartelés par le supplice de la roue, mutilés, castrés, pendus ou brûlés vifs sur le bûcher. Décapitées, les têtes sont exhibées, toujours sur la place publique ou devant les plantations, pour montrer l'exemple. En cas de fuite, il arrive que les oreilles soient coupées ou le jarret tranché. L'imagination pour la torture n'a pas de limite et la liste n'est pas exhaustive.

Il est important de replacer ces deux événements majeurs survenus en l'an 1492 dans leur contexte et de souligner le fait qu'ils sont intrinsèquement liés. On ne peut comprendre la violence perpétrée en Amérique sans la replacer dans la suite des croisades. Les dissocier l'un de l'autre comme dans les manuels scolaires n'aide pas à la compréhension d'une des pages les plus sombres de notre histoire et sous-estime le rôle prédominant de l'Église sur le vieux continent comme dans le nouveau monde |12|. Les ordres religieux possédaient eux-mêmes des esclaves et, dans les colonies ibériques et françaises, le catholicisme leur imposait l'évangélisation et le baptême, qu'ils fussent captifs africains ou nés en Amérique |13|. Le castillan et le portugais deviennent les langues de la conquête, bénies par l'Église.

Héritage colonial et dette culturelle

Ce langage impérialiste tout comme les religions importées par les colons, l'islam et le catholicisme, ont joué un rôle majeur dans l'annihilation des cultures locales ancestrales et la transmission de leurs mémoires. On peut parler ici de dette culturelle dont l'aspect le plus visible est sans doute concrétisé par le pillage d'objets d'art de ces peuples, exposés dans les musées de l'Occident colonial. Fin 1996, Jacques Chirac recevait une statuette en terre cuite provenant du Mali pour son anniversaire. L'œuvre était issue d'un lot d'objets saisis par la police quelques années plus tôt sur un terrain de fouilles clandestines, volés pendant leur transfert au musée de Bamako. Après plus d'un an de tractations, M. Chirac dut restituer l'œuvre au musée malien. Hormis quelques restitutions comme celle-ci ou celle des trois terres cuites nok et sokoto provenant de fouilles illicites au Nigeria et exposées en avril 2000 lors de l'inauguration de la salle des arts premiers du Musée du Louvre à Paris (vitrine du futur Musée des arts premiers du quai Branly), et finalement rendues à l'État nigérian, d'innombrables œuvres demeurent encore hors de leurs pays d'origine et non encore restituées. Pourtant, de nombreuses résolutions adoptées depuis 1972 par l'Assemblée générale des Nations unies font « la promotion du retour des biens culturels à leurs pays d'origine ou de leur restitution en cas d'appropriation illégale » |14|.

Connaître et reconnaître l'horreur génocidaire passée aide à comprendre, d'une part, comment l'Amérique du Nord a été propulsée nouvel empire capitaliste et, d'autre part, cela permet d'appréhender l'impasse du mal développement dans laquelle l'Occident impérialiste a fourvoyé les pays du Sud assujettis.

Notes

|1| " Nos han dicho, y nos siguen diciendo, que los peregrinos del Mayflower fueron a poblar América. ¿América estaba vacía ? " Eduardo Galeano, « Découverte de l'Amérique et histoire officielle ». http://www.legrandsoir.info/article4333.html

|2| In Les Rendez-vous de Saint-Domingue, les enjeux d'un anniversaire, 1492-1992, sous la direction d'Ignace Berten et de René Luneau, Centurion, Paris, 1991. Cité dans Max Gallo « 1492-1992, l'histoire par le glaive », Le Monde diplomatique, avril 1992. https://www.monde-diplomatique.fr/1992/04/GALLO/44270 Le Bataillon Atlácatl a été créé en 1980, formé par la CIA à l'École des Amériques au Panama. Celle-ci est célèbre pour avoir enseigné aux militaires latino-américains les doctrines de contre-insurrection et inculqué une idéologie anti-communiste.

|3| La prise de Grenade par les Rois catholiques marque la fin du « royaume des clans » (reinos de taifas) qui désigne l'Espagne musulmane fragmentée, le royaume nasride de Grenade.

|4| Eduardo Galeano, Les veines ouvertes de l'Amérique latine,

suite à la page(15)

Scandale au plus haut sommet de l'UEH, faux diplôme du "recteur contesté": Fritz Deshommes !

Par Ethson Otilien

Depuis plusieurs mois un murmure s'installe au sein de la plus grande université à Haïti. Le professeur Berg Plancher Hyacinthe a révélé dans un dossier long comme un bras que le recteur, contesté depuis même avant la date de son élection organisée dans le plus grand secret des dieux à la Maison de la Recherche le 17 mai 2016, serait en détention d'un faux diplôme de doctorat.

Cette histoire à retentissement et à rebondissement dignes d'une saga Harry Potter ne finit pas de nous étonner. Nous connaissons les accusations de mauvais gestionnaire et de corruption parmi les membres du Conseil Exécutif (CE/UEH) du rectorat ; mais là, il s'agit de la première fois dans toute l'histoire de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) qu'un recteur est accusé de détenir de faux diplôme.

Le dossier d'accusation nous est parvenu par whatsapp et par mél avec la signature du professeur Berg P. Hyacinthe. Joint par téléphone, le professeur Hyacinthe nous a confirmé qu'il a bien rédigé ce dossier d'accusation que nous n'avons pas le droit de reproduire ici puisque l'auteur ne nous a pas autorisé de le faire. Toutefois, nous pouvons reproduire quelques phrases du dossier d'accusation. Dans la dernière phrase de cet extrait, monsieur Deshommes formule ses propos comme un aveu (en gras) :

« J'ai pris connaissance de votre correspondance responsive, en date du 30 juillet 2017 relative à la situation scandaleuse des faux diplômes et notamment des faux Ph.D. à l'UEH (p.j.1), par laquelle vous avez affirmé que le vôtre également était un faux : **«Quant à «mon» diplôme à moi ... J'ai toujours su que c'est un faux»** (p.j.2). » Extrait de la correspondance de Berg Hyacinthe Plancher à Fritz Deshommes datée du 14 août 2017.

Dans un autre document intitulé : *«**30 arguments** en faveur d'une réponse proportionnelle à la gravité de **l'acte d'obtention d'un faux Ph.D.** par le Recteur et Président du Conseil de l'UEH : Fritz Deshommes.* « daté du 25 août 2017 dans son quinzième «*argument*» marque le caractère illégal de cette «*transaction*» :

Le président du CU n'est pas sans savoir qu'en accédant à ce **faux diplôme de Ph.D**. en ligne ou par courrier postal, en effectuant un **paiement par chèque ou par carte bancaire** pour finaliser la transaction financière et confirmer la 'réclamation' du titre de Ph.D. **avec la ferme conviction qu'il s'agissait d'un faux**, le bénéficiaire / détenteur du faux a commis une transaction suicidaire, une infraction sévèrement réprimée par la loi.

Ce même document intitulé : *«**30 arguments** (...)»* dans son quatrième «*argument*» formule une autre accusation aussi grave que le **«faux Ph.D.»** : J'ai pris connaissance, sans aucune surprise, de vos actes de représailles, en complicité avec les membres du Conseil de Gestion de Limonade (*voir* l'arrangement indécent autour des **USD 3,000,000.00** pour les dortoirs de Limonade - **jamais construits** : USD **1,600,000 en «transit régulier»** à Limonade (p.j.4-5) ; alibis concoctés autour **des amphithéâtres de** Limonade financés par le Ministère de la Planification - **jamais construits / fonds décaissés par le Rectorat : USD 3,000,000.00 (p.j.6)** ; violation des termes et conditions de la Convention internationale portant sur le projet SEAS-Haïti, un coup de filet **USD**



Dans le cas où le recteur contesté Fritz Deshommes serait coupable, à quoi peut-on s'attendre?

6,000,000.00 contre Limonade **(p.j.7-8)** (...) ***Vos actes de représailles, allant jusqu'au boycottage du Campus Henry Christophe de Limonade, sont répugnants.***

Dans le dossier Limonade, «*les gabegies administratives et les complots concoctés*», trois autres responsables sont cités : «*Audalbert BIEN-AIME, Hérissé GUIRAND et Maxwell BELLEFLEUR*», tous trois membres du Conseil de Gestion du Campus Henry Christophe de Limonade. (Réf. Lettre du 19 septembre 2017). Cette lettre n'épargne pas le vice-recteur à la recherche, le docteur Jacques BLAISE. Qu'en est-il du vice-recteur aux affaires académiques, le professeur Hérold Toussaint? Dans tous les documents que nous avons en notre possession, seul le nom du promoteur de «*l'année du débat argumenté à Université d'Etat d'Haïti*» n'est pas cité. Peut-conclure qu'il est le seul à être clean parmi les membres du CE? Doit-on s'attendre à ce que des têtes tombent dans les jours à venir?

Dans la foulée, le «*Docteur Fritz Dehommes*», comme le dit professeur Hyacinthe dans sa lettre, en a profité pour répondre au professeur accusateur dans une lettre scellée de l'administration du rectorat, datée du 4 septembre 2017 et enregistrée au numéro (No. : BR/ 9434) : Ni officiellement ni formellement, ni en public ni en privé, ni avant ni après les élections pour le renouvellement du Conseil Exécutif, je ne me suis jamais réclamé du grade académique de docteur. J'ai même eu à publier plusieurs articles à ce sujet. Je dois quand même signaler que ce grade m'a été offert, il y a un an, (juin 2016) par une université américaine sur la base de la valorisation des acquis de l'expérience (VAE). Je n'avais pas aimé la procédure et les modalités, que j"avais trouvées légères. Je l'ai donc tout simplement rejeté d'un revers de main. Berg Plancher Hyacinthe est l'une des rares personnes que j'avais mises au courant du dossier.

Dans cet extrait, le «*Docteur Fritz Deshommes*» déclare que «*ce grade m'a été offert*». Que doit-on comprendre par ce membre de phrase? Veut-il dire tout simplement que quelqu'un ou une institution s'est approché (e) de lui et lui a proposé ce diplôme sans connaître sa date de naissance, ses domaines d'étude, ses diplômes antérieurs et le pire sans avoir rédigé une thèse validée par un jury? Ah oui! Une université américaine! Laquelle? Dans quelles conditions? Par quel biais cette université américaine est-elle entrée en contact avec le concerné? Combien de nos docteurs haïtiens détiennent ce genre de diplôme? Puisque monsieur entend faire tout ce qu'il peut pour arrêter l'«*hémorragie de faux diplômes*» au sein de l'UEH, comment va-t-il s'y prendre alors qu'il est lui-même accusé de détenir un faux? De plus, dans cet extrait il y a une contradiction patente entre « *Je l'ai donc tout simplement rejeté d'un revers de main*» et «*Quant à «mon» diplôme à moi ... J'ai toujours su que c'est un faux*» (cité plus haut). Notre fameux «*recteur contesté*» serait-il en train de nous entuber? Une autre phrase de cet extrait nous interpelle «*Berg Plancher Hyacinthe est l'une des rares personnes que j'avais mises au courant du dossier*». Le «*recteur contesté*» ne serait-il pas en train d'accuser le professeur accusateur B. P. Hyacinthe d'être son complice? Nous n'affirmons rien mais une chose est sûre cela paraît très douteux.

Concernant l'accusation de corruption dans le projet SEAS-Haïti, le «*recteur contesté*» répond à son accusateur : Quant au projet SEAS-Haïti, son directeur était justement le Professeur Berg Plancher Hyacinthe par qui passaient toutes les dépenses y relatives. Là encore, je n›étais pas encore Recteur. Je n›ai eu à ordonner aucune dépense relative à ce projet depuis mon arrivée à la tête du Rectorat.

Dans un document daté du 19 septembre 2017, le professeur accusateur tente de prouver le contraire en reproduisant un chèque de 111,720 gourdes et zéro centime daté du 21 septembre 2016, numéro du chèque 0002119. Pour nous, ce chèque ne prouve pas encore l'accusation du professeur parce qu'à cette date, monsieur Deshommes avait déjà pris fonction comme «recteur» : «*Là encore, je n'étais pas encore Recteur*». Sauf que qu'on peut dire que ce chèque a été ordonné par monsieur F. Deshommes au début de sa prise de fonction, ce qui pourrait démentir cette phrase : *Je n'ai eu à ordonner aucune dépense relative à ce projet depuis mon arrivée à la tête du Rectorat*. Mais, on ne sait pas à qui ce chèque a été ordonné et pour quelles raisons. On attend de voir plus clair dans cette affaire.

Le professeur Hyacinthe dans un poscriptum au bas de sa lettre du 14 août 2017 fait cette remarque : Il convient de retenir que le FBI pourrait s'intéresser au dossier, puisqu'il s'agit d'une infraction transnationale impliquant vraisemblablement des institutions américaines et des transactions financière (ex : chèque émis ; cartes bancaires) vers l'étranger pour 'acheter' ces diplôme[s] de Ph.D.

Cette accusation étant faite, il relève de la plus haute instance de décision de l'UEH, en l'occurrence le Conseil de l'Université (CU/UEH) composé de 36 membres, de mener une enquête sur cette affaire qui prend de l'ampleur et peut entacher la réputation de cette université déjà fragile. Le CU semble ne pas mesurer la gravité des accusations. Ce CU a-t-il la poigne nécessaire pour mener cette enquête, vu que la plupart de ses membres sont très loyaux envers leur patron. Les professeurs, dans le cas où le CU ne ferait pas son travail, ont le devoir moral de convoquer les dirigeants de l'UEH afin de rendre compte de leur gestion de la chose publique.

Dans le cas où monsieur Deshommes serait coupable, à quoi peut-on s'attendre? Le CU/UEH peut-il saisir le commissaire du gouvernement? Ou bien doit-on d'abord passer par l'UCREF (Unité Centrale des Renseignements Financiers) ou la Cour supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) pour les suspicions de corruption dans la gestion des deniers publics? Dans le cas où il serait innocent, pourra t-il traduire le professeur accusateur devant un tribunal pour diffamation? L'histoire est à suivre.

Quel impact aura tout cela, dans le cas où cette affaire viendrait à être sue par d'autres universités

suite à la page(16)

L'ouverture de l'année scolaire 2017-2108 sur fond de crise !



De toute manière, avec une certaine timidité dans les rues de la capitale et de la province, les établissements scolaires ont ouvert leurs portes ce lundi 4 septembre

Par Marc- Arthur Fils-Aimé

La vieille tradition relative à l'ouverture des classes au début du mois d'octobre semble définitivement disparue. Au fil des années, les parents se sont adaptés au nouveau calendrier, débutant en septembre, ce qui désormais donne 10 mois de travaux scolaires au lieu de 9 mois **annuellement** comme autrefois.. Il y avait une raison qui expliquait le choix d'une rentrée scolaire en octobre : la récolte de café, celle des fruits, dont certains participaient à l'engraissement du bétail et des cochons créole et autres activités rentables durant la saison estivale. La vie économique connaissait en ces temps-là une certaine ardeur. De nos jours, les caféières sont progressivement remplacées par d'autres plantes apparemment plus rentables. Ces cochons que l'on assimilait aux banques des paysans, ont été massacrés au début des années 80 sous le règne de fer de Jean-Claude Duvalier au profit du marché américain. La raison qui prévalait pour l'ouverture d'octobre, dans une certaine mesure, ne tient plus. Le modèle économique a été terriblement modifié sous les méfaits de la globalisation et de la mondialisation sans avoir altéré sa nature d'exploitation et de domination des masses populaires par les classes détentrices de la quasi-totalité de la richesse nationale. En toute bonne logique, l'augmentation du nombre de jours de classes est une bonne chose. Cependant...

On entend de moins en moins de plaintes émises surtout de parents issus des classes sociales appauvries quant à la nouvelle rentrée scolaire; mais de plus en plus de colère face aux difficultés pécuniaires qui les étranglent. La cherté de la vie a gravi une échelle indomptable sous le néolibéralisme agressif.

Les parents se disaient autrefois qu'ils n'étaient pas financièrement prêts pour l'ouverture des classes en septembre. Et aujourd'hui?

Les parents se disaient autrefois qu'ils n'étaient pas financièrement prêts pour l'ouverture des classes en septembre. La question que l'on se pose maintenant est: Est-ce que ces trois ou quatre semaines de plus, leur permettent d'avoir la possibilité de répondre aux exigences scolaires ? La résistance s'est-elle cassée d'elle-même ou une nouvelle adhésion s'est-elle imposée face aux sommations de l'État haïtien?

De toute manière, avec une certaine timidité dans les rues de la capitale et de la province, les établissements scolaires ont ouvert leurs portes ce lundi 4 septembre. Comme nous avons un système éducatif à au moins deux vitesses, il y a eu des écoles qui ont compté dès le premier jour leurs effectifs complets. D'autres attendront des semaines, même des mois avant d'atteindre des salles de classe pleines. Il y aura sans doute des déperditions au cours de l'année car, beaucoup de parents se trouveront dans l'"impossibilité de couvrir tous les frais et les faux frais réclamés par la direction de ces établissements scolaires. Ce ne sont pas tous les élèves qui ont débuté l'année, qui vont la terminer. Une situation qui tend à empirer avec l'appauvrissement progressif de la grande majorité de la situation.

Une certaine mentalité a progressivement changé depuis quelques années chez les parents des classes appauvries.

De moins en moins de parents *des classes appauvries* gardent **volontairement** leurs enfants à la maison pour les travaux domestiques, pour ceux des champs et de petits ateliers artisanaux. Depuis quelques années, une certaine mentalité a progressivement évolué à travers le pays, contrairement à autrefois où ils retenaient leurs progénitures soit pour s'occuper des plus petits ou comme force d'appui aux travaux familiaux. Les filles en étaient les principales victimes. Le manque ou l'inexistence d'écoles contribuaient beaucoup à ce désintéressement apparent. Les parents de nos jours se rendent compte, pour des raisons multiples, du dynamisme et de l'utilité de l'éducation et de l'instruction. Ils multiplient leurs efforts pour envoyer leurs enfants à l'école malgré le laxisme des gouvernements passés et présents. Les parents, dans le souci d'élever des êtres bien formés, acceptent de payer cher les études de ces derniers en choisissant parfois de les envoyer en République Dominicaine. Ont-ils la chance de fréquenter une université de qualité là-bas, chez nos voisins? Le capitalisme a un noyau universel qui le caractérise partout où il évolue. C'est toujours la même chose « Selon lajan ou, selon wanga ou ».

L'appareil scolaire ou appareil idéologique d'État dominant.

Malheureusement, bon nombre de ces citoyens face à l'avenir de leurs enfants, sont coincés sous le joug d'énormes forces contraires à leur attente et à leur bonne volonté. Tout d'abord, l'État haïtien a toujours tout mis en œuvre pour offrir à l›oligarchie rétrograde et aux pays impérialistes une école qui répond à leurs besoins et non aux intérêts de la nation. Louis Althusser nous a aidés à comprendre ce jeu du système. Il a écrit: « Nous croyons donc avoir de fortes raisons de penser que, derrière les jeux de son Appareil Idéologique d›État politique, qui occupait le devant de la scène, ce que la bourgeoisie a mis en place comme son appareil idéologique d›État no 1, donc dominant, c›est l›appareil scolaire, qui, a, en fait, remplacé dans ses fonctions l›ancien appareil idéologique d›État dominant, à savoir l›Église. On peut même ajouter : le couple École-Famille a remplacé le couple Église-famille ».[1]

suite à la page(19)

How the U.S. Crippled Haiti's Domestic Rice Industry

by Leslie Mullin

We are all living under a system so corrupt that to ask for a plate of rice and beans every day for every man, woman and child is to preach revolution.

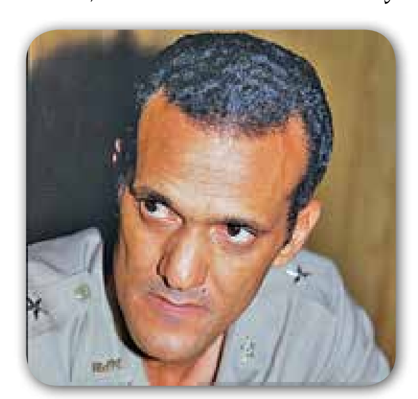
Jean Bertrand Aristide (“Dignity, 1990)

Haiti's hunger crisis is no accident – it is the direct result of U.S. economic policies imposed on rural Haiti beginning in the 1980s. The story of how the U.S. undermined Haiti's domestic rice industry explains why a nation of farmers can no longer feed itself.

The Story of Rice

The story of Haitian rice begins in Africa, where rice has sustained African peoples for centuries. Rice was so basic to the West African diet that it was an essential provision on slave ships, accompanying captive Africans to Brazil, the Caribbean and the southern United States. (1) Today, testament to 10 million souls kidnapped from their homeland, every region touched by the African diaspora has its own unique version of rice and beans. (2)

Rice cultivation in the United States is deeply rooted in slavery. Black Rice author Judith Carney writes, “Few Americans identify slavery with the cultivation of rice, yet rice was a major plantation crop during the first three centuries of settlement in the Americas… By the middle of the eighteenth century, rice plantations in South Carolina and the black slaves who worked them had created one of the most profitable economies in the world.” (3) European settlers knew nothing about the complexities of growing, harvesting and threshing rice. But enslaved Africans did.



In 1992, American Rice Inc., importing into Haiti under its newly formed Rice Corporation of Haiti, negotiated a nine-year contract with the coup government of Gen. Raoul Cédras (above), who had overthrown and exiled Aristide one year earlier.
Credit: Stephen D. Starr

A basic staple of the Haitian diet, rice has been cultivated in Haiti since its 1804 independence. Until the 1980s, Haitian farmers produced most of the rice consumed in Haiti. Under the U.S.-backed dictator Jean-Claude Duvalier and the brutal military regimes that followed, domestic rice cultivation began to plummet. In the space of a few decades, Haiti became the world's fourth largest market for American rice. By 2004, the value of U.S. rice exports to Haiti amounted to $80 billion. How this colossal tragedy came about is a story of foreign intervention, government corruption, and corporate greed backed by ruthless repression.



Haitian rice fields in the Artibonite Valley near L'Estère. Rice has been cultivated in Haiti since its 1804 independence

1984: Growth of U.S. Food Aid Undercuts Haitian Farmers

Food aid played a key role in undermining Haiti's domestic rice production. President Aristide observed, “What good does it do the peasant when the pastor feeds his children? For one night, he is grateful to the pastor, because that night he does not have to hear the whimpers of his children, starving. But the same free foreign rice the pastor feeds the peasant's children is being sold on the market for less than the farmer's own produce. The very food that the pastor feeds the peasant's children is keeping the peasant in poverty, unable himself to feed his children.” (4)

Ronald Reagan's 1984 Caribbean Basin Initiative prompted a major increase in U.S. food aid to Haiti. In 1984, Haiti received $11 million in food aid; from 1985-1988, Haiti received $54 million in food aid. (5) The Caribbean Basin Initiative called for integrating Haiti into the global market by redirecting 30% of Haiti's domestic food production towards export crops, a plan that USAID experts systematically carried out. The United States fully recognized that this would lead to widespread hunger in rural Haiti, as peasant land was converted to grow food for foreigners. Food aid was supposed to compensate rural Haitians for this attack on their livelihood. (6) Food aid benefits the big American companies who grow and transport it, but wrecks local economies. As cheap American food undersold Haitian farmers' produce, domestic agriculture became even less sustainable. In effect, food aid created a dependence on foreign imports.

How was the United States able to impose its will on rural Haiti? At the time, Jean-Claude Duvalier, the son of Haiti's infamous dictator, Francois Duvalier, ruled Haiti. Like his father, the younger Duvalier held onto power by controlling Haiti's repressive security forces. He received millions in U.S. aid intended to maintain U.S. influence in the Caribbean as a bulwark against Cuba. The Reagan administration conditioned U.S. aid on Duvalier's support for the plan to restructure Haiti's economy.

Thus began the most massive foreign intervention in Haiti since the 1915-1934 American occupation.

1986: The Game is Rigged - Miami Rice Invades Haiti

In February 1986, a popular uprising forced Baby-Doc Duvalier out of power. After he fled Haiti, raiding the treasury as he left, a military junta headed by General Henri Namphy took power. Predictably, the United States aligned with the junta and intensified measures to restructure Haiti's economy. In 1987, Namphy received IMF loans valued at $24.6 million in exchange for agreeing to slash rice tariffs from 150% to 50%, (7) the lowest in the Caribbean. (8) He opened all of Haiti's ports to commercial activity (9) and agreed to stop what little support the government had offered Haitian farmers. Meanwhile, Haiti's military elite saw an opportunity to make a profit smuggling American rice.

In the United States, the passage of the 1985 Farm Bill significantly boosted subsidies to American rice growers. By 1987, 40% of American rice growers' profits came from the government. (10) Heavily subsidized American rice could sell at prices far below the market value of Haitian rice. Haitian farmers never stood a chance against this unfair competition.



After Haiti's 2010 earthquake, former President Bill Clinton apologized for forcing Haiti to lower its rice tariffs during his administration, acknowledging that he helped Arkansas agro-businesses reap profits at the expense of Haiti's rice farmers

In Haiti, imported American rice is called “Miami rice” because it is shipped from Miami in sacks stamped “Miami, FLA.” By December 1987, Haiti's rice production had shrunk to 75% of Haitian needs. (11) Outraged Haitian peasants barricaded highways and ports for three months to protest the cheap American rice that had begun to flood Haitian markets. They attacked truckloads of Miami rice with machetes, picks and clubs, dumping rice onto the earth.

The late Fr. Gérard Jean-Juste, a Haitian priest and human rights advocate, later recalled this era: “In the 1980s, imported rice poured into Haiti, below the cost of what our farmers could produce it. Farmers lost their businesses. People from the countryside started losing their jobs and moving to the cities. After a few years of cheap imported rice, local production went way down.” (12)

1990: Democracy Brings Hope

By 1990, the year Jean Bertrand Aristide was elected President in Haiti's first democratic election, U.S. rice imports outpaced domestic production. (13) Aristide was the candidate of Haiti's popular movement, Lavalas. He won with 67% of the vote. His February 1991 inauguration marked a victory for Haiti's poor majority after decades of Duvalier family dictatorships and military rule, signaling participation of the poor in a new social order. The new administration began to implement programs in adult literacy, health care, and land redistribution; lobbied for a minimum wage hike; and proposed new roads and infrastructure. Aristide enforced taxes on the wealthy and dissolved the rural section chief infrastructure that empowered the paramilitary force known as Tonton Macoute. He closed Fort Dimanche, the dreaded Duvalier-era torture center. (14) The Aristide government met with a large coalition of farmers' associations and unions and proposed buying all Haitian-grown rice in order to stabilize the price, limiting rice imports during periods between harvests.



Haitian rice farmers in the Artibonite Valley. “As cheap American food undersold Haitian farmers' produce, domestic agriculture became even less sustainable”

1992: American Rice Inc Profits from Haiti's Bloody Coup

Just seven months after his inauguration, President Aristide and the democratic government were overthrown in a bloody military coup led by General Raoul Cédras. Trained in the United States and funded by the CIA, Cédras commanded the Haitian Army. His regime unleashed the collective violence of Haiti's repressive forces against its own people. From 1991-1994, nearly 5,000 Lavalas activists and supporters of the constitutional government were massacred; many others were savagely tortured and imprisoned. Rape as a political weapon was widespread. Some 300,000 Haitians were driven into hiding, while tens of thousands fled the country.

Around the world and in the United States, there was a massive outcry demanding the restoration of democracy and the return of President Aristide. Aside from the Vatican, few governments recognized the illegal Cédras regime, widely condemned for its sweeping human-rights abuses. This did not stop American Rice Inc. from collaborating with the ruthless military regime to turn a profit. In September 1992, barely a year after the coup, American Rice Inc. negotiated a nine-year contract with the illegal Haitian government, importing American rice under its newly formed Rice Corporation of Haiti. (15)

American Rice Inc is a subsidiary of Erly Industries, a powerful international agribusiness. The company holds an almost monopolistic position in Haiti's rice market. (16) In the 1980s, American Rice Inc imported rice under its brand Comet Rice, which constituted much of the Miami rice that ravaged Haitian rice production at the time. (17)

In the 1990s, American Rice Inc. supplemented its profits in “legal” rice imports by smuggling rice to avoid paying import taxes. Lawrence Theriot, the Washington lobbyist for American Rice Inc., was a former director of Reagan's Caribbean Basin Initiative. He had powerful friends in Washington, DC like Senate Foreign Relations Committee Chairman Jesse Helms (R-NC). In March 2000, the Haitian government fined the company $1.4 million for evading Haiti's customs duties. Jesse Helms retaliated by withholding $30 million in U.S. aid, and denying high-ranking Haitian officials visas to enter the United States. The American Securities & Exchange Commission later found Theriot and two other American Rice Inc executives guilty of corrupt foreign practices for smuggling rice into Haiti.

Bill Clinton's Crocodile Tears

Bill Clinton's 1992 election took place during Haiti's repressive Cédras regime, when President Aristide lived in exile in the United States. After Haiti's 2010 earthquake, Clinton famously apologized for forcing Haiti to lower its rice tariffs during his administration. He acknowledged that he helped big Arkansas agro-businesses reap profits at the expense of Haiti's rice farmers. But Clinton left a lot out of the story.



The government of President Jean Bertrand Aristide (above) met with farmers' associations and unions and proposed buying all Haitian-grown rice in order to stabilize the price, limiting rice imports during periods between harvests

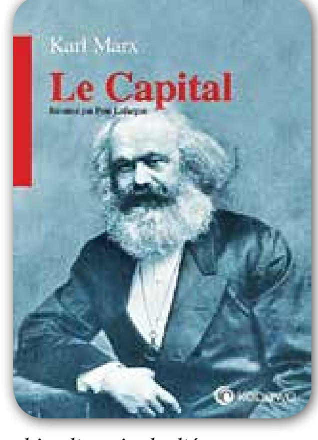
Clinton posed as mediator between the coup leaders and President Aristide to negotiate the return of Haiti's democratically elected government. He took advantage of this role to use the threat of continued repression as a bargaining chip. While the U.S. stalled, demanding more and more economic concessions – displaying not-so-covert support for Haiti's military regime – the junta continued murdering supporters of the constitutional government.

Within this coerced context, Aristide resisted the U.S. neoliberal plan. He insisted that discussions demanded by the financial institutions for the proposed sales of state-owned enterprises include benefits for the poor – opportunities for co-ownership, funding for health and education, reparations to the victims of the coup. (18) Aristide would later refuse to move forward with privatization, disband the Haitian military over strong U.S.

suite à la page(15)

LE 150ÈME ANNIVERSAIRE DE LA PUBLICATION DU CAPITAL !

Par Nick Beams



Le 14 septembre était le 150ème anniversaire de la publication du premier volume du Capital par Karl Marx. Il a marqué un tournant dans le développement intellectuel et historique de l'humanité. Dès sa publication, les lois du mouvement de la société capitaliste ont été mises en évidence, les causes des déprédations sociales qu'elle déchaînait ont été révélées et, surtout, la lutte pour un monde exempt d'exploitation et l'établissement d'une véritable liberté humaine – c'est-à-dire, la lutte pour le socialisme – a été transformée d'une question d'espoirs et d'aspirations en une science.

Le 16 août 1867, à deux heures du matin, après avoir fini de vérifier les dernières épreuves, Marx a écrit à son ami et collaborateur de longue date, Frederick Engels : « Donc, ce volume est terminé. Que ce fût possible, je le dois à vous seul. Sans votre abnégation, je n'aurais pas pu gérer le travail immense qui était nécessaire ».

Seize ans plus tard, à la mort de Marx, Engels prenant la parole devant sa tombe a résumé son énorme succès en expliquant que tel Darwin qui avait découvert la loi du développement de la nature organique, Marx avait découvert la loi du développement de la société et de l'histoire humaine.

Avant Marx, l'étude de ces questions avait été dominée par la mystification religieuse ou l'invocation de préceptes et de l'idéologie morales. Marx a établi que la société humaine ne devrait pas être expliquée par ses conceptions idéologiques : l'art, la politique, la philosophie, l'esprit de l'époque, etc., mais par son développement économique, sur la base duquel ses institutions et leurs conceptions idéologiques se sont produites.

Ces conceptions ont constitué la base du Manifeste communiste, publié en novembre 1847. Les 20 prochaines années ont été consacrées à l'énorme travail d'application de cette nouvelle théorie à l'étude de la société capitaliste moderne.

En citant de manière approfondie une chronique de la première édition du Capital dans sa postface à la deuxième édition, Marx a énoncé sa démarche, l'auteur de la chronique avait écrit : « Marx ne se préoccupe que d'une chose : montrer par une enquête scientifique précise, et d'établir aussi impeccablement que possible, les faits desquels il part et dont il dépend. Pour cela, il suffit de prouver en même temps la nécessité de l'ordre actuel des choses et la nécessité d'un autre ordre dans lequel le premier doit inévitablement passer [...] Marx traite le mouvement social comme un processus d'histoire naturelle, gouverné par des lois qui sont non seulement indépendantes de la volonté humaine, de la conscience et de l'intelligence, mais au contraire, déterminent cette volonté, cette conscience et cette intelligence. »

En disant cela, Marx n'a jamais soutenu que le capitalisme s'effondrerait de lui-même. Il fallait le renverser par son fossoyeur historique, la classe ouvrière – cette force sociale créée par le développement du capitalisme lui-même. À moins que cela ne fût fait, la civilisation humaine elle-même se serait trouvée face à sa ruine.

Le travail de Marx, tout en s'appuyant sur l'analyse scientifique la plus rigoureuse, n'a pas été réalisé dans l'intérêt de la science en soi. Il a été entrepris du point de vue d'un révolutionnaire s'efforçant d'armer la classe ouvrière avec les armes théoriques nécessaires pour renverser le capitalisme et emmener l'humanité vers une forme de société supérieure.

Ces deux aspects de son travail étaient indissolublement liés. La classe ouvrière ne pouvait pas arriver au pouvoir, insista-t-il, sans qu'elle ne soit armée d'une analyse scientifique de l'ordre social contre lequel elle a été jetée en lutte. Parallèlement, les percées cruciales qu'il a faites dans son analyse scientifique du capitalisme n'étaient possibles que parce qu'il était révolutionnaire, avec une attitude critique envers la société capitaliste, cherchant à pénétrer et à dénoncer les formes idéologiques par lesquelles sa vraie nature était mystifiée. De manière significative, par conséquent, le sous-titre du Capital est « Une critique de l'économie politique ».

Lorsque Le Capital a été publié pour la première fois, il a été largement ignoré dans les milieux intellectuels bourgeois. Mais les conceptions et les analyses qu'il a exposées ont fait leur chemin. Il a été traduit dans différentes langues et, en quelques dizaines d'années, il est devenu la « bible de la classe ouvrière ». Il a établi une analyse de la source des déprédations du capitalisme et, surtout, a fourni au mouvement des travailleurs en pleine croissance une perspective historique et politique.

Cette perspective n'était possible que sur la base de la percée cruciale que Marx a faite dans la science de l'économie politique. Comme tous les grands penseurs scientifiques, Marx se tenait sur les épaules de ses prédécesseurs, surtout les deux principaux représentants de l'économie politique classique, Adam Smith et David Ricardo.

Réalisant leur travail dans la période où la bourgeoisie était une classe montante et une force sociale progressiste, ils s'étaient engagés à mener une enquête scientifique sur la création de la nouvelle société – le capitalisme industriel. Ils ont découvert la loi de la valeur du travail, tirée d'une étude de l'économie bourgeoise : que la proportion dans laquelle les marchandises [étaient] échangées sur le marché (leur valeur) étaient déterminées par le temps de travail qui y était consacré.

Mais l'application de cette loi a rencontré une contradiction lorsqu'elle était appliquée à la société bourgeoise elle-même. Si des équivalents étaient échangés avec d'autres équivalents, comme la loi de la valeur le dictait, comment était-il possible de générer du profit ? Dans l'échange le plus important dans la société bourgeoise, entre le capital et le travail, comment était-ce possible que la loi de la valeur ne semble pas s'appliquer ?

La découverte de la réponse à cette question – comment était-ce possible de créer un bénéfice, non en contradiction avec la loi de la valeur, mais selon elle – était au centre des travaux intellectuels de Marx dans les 20 années qui ont mené à la publication du Capital.

La solution se trouvait dans une analyse des contradictions de l'unité de base de la société capitaliste, la marchandise, dans laquelle le

suite à la page(14)



NY Connects kapab ede w jwenn sèvis ak sipò alontèm, transpò, ak asistans pou aplike pou Medicaid ak lòt avantaj ankò.
NEW YORK CONNECTS
LI KONEKTE W AK ENDEPANDANS
NEW YORK STATE OF OPPORTUNITY.
NY Connects
Your Link to Long Term Services and Supports
Pou plis enfòmasyon sou NY Connects
Rele nan 800-342-9871
oswa ale nan www.nyconnects.ny.gov

Le socialisme du « bien vivre »

Par Rafael Correa

Lors d'une conférence prononcée le 25 août 2017 à Marseille dans le cadre des universités d'été de la France insoumise, Rafael Correa est revenu sur le bilan de la Révolution citoyenne qu'il a impulsée et dirigée entre 2006 et le 24 mai 2017. Il a également analysé les raisons et les ressorts de la « restauration du conservatisme » actuellement à l'œuvre en Amérique latine. Et de rappeler : « ce sont des temps difficiles pour l'Amérique Latine, mais pas catastrophiques. Nous ne sommes plus cette gauche qui obtenait 3% des voix. Nous sommes aujourd'hui une gauche qui a vocation à gouverner ».

Mémoire des luttes publie l'intégralité du texte de cette conférence dans une version revue avec l'auteur.

Introduction

Après avoir traversé non seulement une crise économique, sociale et démocratique – fruit du fondamentalisme néolibéral – mais aussi une crise de dirigeants et d'idées, une grande partie de l'Amérique Latine a réussi à s'extirper du joug des technocrates obséquieux et de l'orthodoxie aveugle qui nous a mené à la ruine. Nous avons eu l'audace de penser à nouveau par nous-mêmes, de repenser notre propre notion de « l'économique et de la politique ». C'est ainsi qu'a surgi le « Socialisme du bien vivre [buen vivir] ».

Le « Socialisme du bien vivre » se nourrit de la conjugaison réflexive de plusieurs socialismes : le classique, le scientifique, mais aussi le socialisme agraire d´Emiliano Zapata, le socialisme andin du péruvien José Carlos Mariategui, la doctrine sociale de l´Eglise, la théologie de la libération, sans oublier la longue histoire marquée par les luttes émancipatrices de nos peuples.

Le « Socialisme du bien vivre » ne se réduit pas à des modèles, mais se base plutôt sur des principes. Nous rejetons les recettes toutes faites et les dogmes. La pire des erreurs, surtout si la gauche est au gouvernement, est d'agir en fonction de ses fixations mentales, de ses desiderata idéologiques, et non en fonction de la réalité.

Nous partageons avec le socialisme traditionnel le besoin de l'action collective, l'importance du rôle de l'État, la défense de ce qui est public face au simplisme individualiste, la recherche permanente et fondamentale de la justice dans toutes ses dimensions, unique manière d'atteindre la vraie liberté, la suprématie de l'être humain sur le capital

Conférence de l'ancien président de l'Equateur Rafael Correa, le Vendredi 25 août dernier à Marseille, dans le cadre des universités d'été de la France insoumise

et l'importance de produire de la valeur d'usage, c'est-à-dire des biens publics nationaux et globaux.

Le « Socialisme du Bien Vivre » est l'héritier des meilleures manifestations du socialisme traditionnel ; mais il défie aussi, avec courage et esprit critique, sans crainte de penser, les dogmes que l'Histoire s'est elle-même chargée d´enterrer.

L'action collective et le rôle de l'Etat

Une des erreurs commises par la gauche traditionnelle a été de nier l'existence du marché. Les marchés sont une réalité économique. Mais il est sans doute bien différent de parler de sociétés avec marché, que de sociétés de marché, où les vies, les personnes et la société elle-même ne sont qu'une marchandise en plus.

La société ne peut pas exister en fonction des nécessités mercantiles, c'est le marché qui doit exister en fonction des besoins sociaux. Le marché est un bon serviteur, mais un très mauvais maître. C'est donc pour cela que sont indispensables l'action collective et un rôle adéquat de l'État, pour gouverner le marché et lui faire porter les fruits socialement désirés.

Voici ce que la droite traduit comme une limitation de la liberté. Pour elle, la liberté équivaut à la non intervention, alors que, pour nous, la liberté est la non domination. Autrement dit, nous cherchons à doter les individus de capacités et, en tant que société, à assumer le devoir de réguler les pouvoirs qui peuvent nous dominer.

Nous ne pouvons pas permettre qu'on nous vole le principe de liberté. Il n'est pas en contradiction avec celui de justice. Dans des sociétés aussi inégales que le sont les latino-américaines, c'est d'ailleurs seulement à travers la justice que nous atteindrons une vraie liberté.

Il est évident que tout est une question politique. La gauche doit revendiquer la politique. On nous présente la politique comme un monde nécessairement sombre, corrompu et méchant. Tout cela est une stratégie pour maintenir le statu quo et empêcher un quelconque changement dans les relations de pouvoir. La diabolisation du pouvoir politique en Amérique Latine immobilise tout processus de changement. Il s'agit de nous faire croire que nous n'avons pas besoin d'hommes politiques, mais seulement de « managers ».

Le développement est, par essence, une question politique. C'est par la suite que viennent les questions techniques. Le problème fondamental réside dans la question de savoir qui détient le pouvoir dans une société : les élites ou les grandes majorités ? Le capital ou les êtres humains ? Le marché ou la société ?



De gauche à droite, Christophe Ventura, Rafael Correa et Jean-Luc Mélenchon

Tout au long de son histoire, l'Amérique Latine a été dominée par des élites qui ont exclu les grandes majorités des bénéfices du progrès. Leur attitude rentière est allée jusqu'à faire obstacle à un progrès majeur pour elles-mêmes. Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, nous sommes dominés par les intérêts du grand capital, ce que j'appelle « L´empire du capital », particulièrement du capital financier.

C´est justement là que réside l'essence même de la Révolution citoyenne : dans le changement des rapports de pouvoir en faveur des grandes majorités, dans la transformation de l'Etat bourgeois dominé et au service d'une minorité en un Etat véritablement populaire, au service du bien commun et de l'intérêt général.

Décennie gagnée

Grâce à ce changement dans les rapports de pouvoir, nous avons réussi à projeter l'Equateur dans ce que nous appelons la « décennie gagnée ». Cela nous permet de vivre dans un pays totalement différent de celui que nous connaissions lorsque nous en avons pris la responsabilité en 2006.

Nous avons doublé la taille de l'économie. Malgré deux années extrêmement difficiles et la contrainte de ne pas avoir de monnaie nationale, nous avons atteint un taux de croissance supérieur à la moyenne de la région latino-américaine. Nous sommes passés du statut de pays à revenus inférieurs à pays à revenus moyens. En parallèle, nous sommes passés d'un développement humain moyen à un développement humain élevé. Selon des études internationales, nous sommes le pays qui a su le mieux profité du boom pétrolier.

D'après la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), nous nous trouvons aujourd'hui parmi les trois pays les moins inégaux de l´Amérique du Sud, alors que 10 ans auparavant, nous nous trouvions parmi les pays les plus inégaux. Nous avons aussi réussi à réduire de 16,5 points la pauvreté multidimensionnelle – qui est la définition la plus complète de la pauvreté –, ce qui équivaut à 1,8 millions d'Équatoriens qui sont sortis de la pauvreté. Nous pouvons nous vanter d'avoir attaqué les causes structurelles de cette pauvreté et non pas de l'avoir maquillée. La pauvreté s'est notamment substantiellement réduite grâce à la croissance économique ; mais avant tout grâce à la redistribution des revenus. Lors de la décennie précédente, sous le régime néolibéral, la croissance économique a réussi à avoir un effet de réduction de la pauvreté. En revanche, une plus grande concentration de la richesse a eu tendance à l'augmenter.

Le développement social a fait de grands pas en avant du fait d'un système éducatif qui, d'après l'Organisation des Nations unies pour la science et la culture (Unesco), est celui qui progresse le plus en Amérique Latine. En ce qui concerne l'infrastructure productive, nous sommes considérés comme le pays le plus avancé en matière de routes dans la région, alors qu'auparavant, nous étions parmi les pires. L'Equateur a réussi à atteindre la souveraineté énergétique. Aujourd'hui nous exportons de l'énergie, alors qu'avant nous en importions. De manière générale, nous avons une compétitivité systémique largement supérieure à celle d'il y a dix ans.

Nous avons aussi vécu une « décennie gagnée » du point de vue de la stabilité politique, de l'institutionnalisation et de l'efficacité de l'Etat, de la solidité de notre démocratie. Avant notre gouvernement, nous avons connu 7 présidents en l'espace de 10 ans, et aucun des 3 derniers présidents élus n'a réussi à terminer son mandat.

Le 24 mai 2017, lorsque j'ai cédé la présidence de la République de l'Equateur, pour la première fois en vingt ans, un président élu transmettait le pouvoir à un autre président légitimement élu.

La « Tempête parfaite »

Lors des deux dernières années nous avons souffert ce que j'appelle la « Tempête parfaite » : le crash des exportations combiné à une appréciation du dollar, monnaie d'utilisation nationale, un mélange destructeur pour l'économie. Les dépréciations de la monnaie dans nos pays voisins ont atteint jusqu'à 80%, comme ce fut le cas en Colombie ; mais il nous était impossible de répondre monétairement puisque nous sommes dépourvus de monnaie nationale.

Fin 2016, le total de nos exportations fut équivalent à 64% de la valeur correspondante de 2014, ce qui signifie une réduction d'à peu près 10 milliards de dollars, plus de 10% du PIB.

Au niveau fiscal, nous avons perdu près de 12,5% du PIB de revenus nets car, à la place de recevoir du revenu pétrolier, nous avons été amenés – pour la première fois dans notre histoire –, à transférer des ressources fiscales pour que les entreprises pétrolières publiques ne fassent pas faillite.

Nous avons aussi dû subir des verdicts légaux en faveur d´entreprises pétrolières transnationales, qui nous ont obligé à payer une sanction supérieure à 1% de notre PIB en quelques mois.

Enfin, nous avons fait face à la plus grande tragédie du pays des 70 dernières années, avec le tremblement de terre de 7,8 sur l'échelle de Richter, qui a secoué nos côtes le 16 avril 2016 et qui a coûté la vie de centaines de nos compatriotes ; réduisant les chiffres de croissance de 0,7% et produisant également des pertes de plus de 3% du PIB. Ce séisme a produit plus de 4000 répliques, quelques-unes d'entre elles atteignant plus de 6 sur l'échelle de Richter, c'est-à-dire comparables au tremblement de terre qui a détruit en août de l'année dernière la ville italienne d´Amatrice.

Jamais dans l'histoire de mon pays, nous n´avions cumulé autant de chocs externes négatifs en si peu de temps.

Peu avant le tremblement de terre, le Fond monétaire international prévoyait une récession de 4,5%. Finalement, nous avons réussi à clore l´année 2016 avec un taux de croissance négatif de 1,5%. Le premier trimestre de 2017, l'économie de l'Equateur a crû de 2,6%, ce qui signifie que nous avons surmonté la récession en un temps record et avec des coûts minimes.

Lénine disait que la politique est de l´économie concentrée. Il est vrai que la politique dépend fortement de l´économie. Cependant, nous avons tellement œuvré ces dix dernières années que nous avons quand même réussi à gagner les élections dans un contexte de récession.

Les mesures que nous avons dû prendre pour protéger le secteur extérieur et pour financer la reconstruction des zones dévastées par le tremblement de terre ont principalement touché les plus riches. Lors des deux dernières années, malgré la récession économique, il n'y a pas eu d'augmentation des inégalités et la pauvreté a continué à diminuer, ce qui est inédit en Amérique Latine.

La droite et l'opposition à notre gouvernement ont argumenté sur le fait que le succès du modèle équatorien se réduirait au boom des matières premières, ce fameux « boom » qui aujourd'hui n'est plus une réalité.

Il est clair qu'il est plus facile de gouverner pendant les époques d'expansion que de récession, mais malgré cela, le modèle socialiste a eu plus de succès dans les deux cas. Le système de protection sociale mis en place lors de la dernière décennie, comme la santé gratuite, l'éducation gratuite, l´université gratuite, et l'allocation chômage, ont défendu les droits des plus vulnérables pendant ces dures années.

Restauration du conservatisme

Pendant ce temps-là, que se passait- il au niveau régional ?

Une fois la longue et triste nuit néolibérale des années 1990 terminée – cette dernière a plongé dans la faillite plusieurs nations dont l'Equateur –, et à partir du moment où Hugo Chavez a gagné les élections au Venezuela en 1998, les gouvernements de droite, soumis aux pouvoirs de toujours, ont commencé à s'effondrer comme des châteaux de cartes. Ainsi, ils ont laissé place, le long de toute « Notre Amérique », à des gouvernements populaires du « Socialisme du bien vivre ».

Lors de l'apogée de ce mouvement en 2009, sur les 10 pays qui composaient l´Amérique du Sud, 8 d'entre eux étaient gouvernés par la gauche, en plus de El Salvador, avec l'arrivée du Front Farabundo Martí, du sandinisme au Nicaragua, de Manuel Zelaya en Honduras et d'Alvaro Colom en Guatemala.

Au Salvador, au Guatemala, ou au Paraguay avec Fernando Lugo, ce fut la première fois dans l'histoire respective de ces pays que la gauche arrivait au pouvoir. Dans le dernier cas, pour mettre fin à deux siècles de bipartisme.

En mai 2008 naît l´Unasur – Union des nations sud-américaines –, et, en février 2010, se crée la CELAC, – Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens –, avec 33 membres. Des 20 pays qui composaient la CELAC, 14 d'entre eux étaient gouvernés par la gauche, c'est à dire 70%.

suite à la page(16)

Pour que vive la mémoire de Victor Jara
28 septembre 1932 – 16 septembre 1973

Par Frantz Latour

Qu'il sera beau dans le champ
le blé irrigué de ton sang, Julien Grimaud [1]

Violeta Parra

La cruelle inhumanité de l'impérialisme, la bestiale férocité de ses affidés et sa haine de classe du socialisme, de tout changement social à caractère progressiste se sont conjuguées au fil des ans pour commettre les crimes les plus odieux, les plus monstrueux au nom de la "démocratie", de la libre entreprise, de la "liberté", de façon à ce que les puissants, les multinationales, les consortiums bancaires internationaux, les chacals de la finance continuent d'assujettir les peuples, de les exploiter et de les priver de leurs droits les plus fondamentaux, de leurs droits à une vie digne.

Le sanglant coup d'État contre Salvador Allende orchestré par la CIA avec la bénédiction du président Nixon et de son sinistre Secrétaire d'État Henry Kissinger, le 11 septembre 1973, illustre le propos. Des centaines de patriotes, d'hommes et de femmes de paix et de progrès ont été arrêtés, torturés, assassinés, victimes de la furie anticommuniste d'une clique de militaires bornés, bras armés de la bourgeoisie chilienne et outils de répression au service de Washington, du Pentagone et du Département d'État.

Parmi ces Chiliens violentés, morts pour une cause noble, celle d'une vraie démocratie et d'accomplissement de la souveraineté populaire, un nom reste gravé dans les mémoires, celui de Víctor Lidio Jara Martínez, chanteur-auteur-compositeur-interprète populaire chilien, membre du **Parti communiste chilien**, l'un des principaux soutiens de *Unidad Popular* (Unitépopulaire) et du président **Salvador Allende**. Les militaires ont cru tuer un homme, ses idées, son amour du pays, des laissés-pour compte, des "insoumis". Ils lui ont brisé les doigts, ils lui ont logé quarante trois balles dans le corps. Ils se sont moqués de lui tandis qu'ils l'abattaient lâchement après l'avoir sauvagement torturé. Mais Victor Jara n'est pas mort. Sa guitare et ses chansons résonnent encore à nos oreilles. Nous lui rendons hommage ici.

Victor Jara est né le 28 septembre 1932, de parents paysans, modestes, qui se sont éventuellement installés à Lonquén non loin de la capitale chilienne. Sa mère Amanda Martinez était elle-même chanteuse à ses heures et jouait de la guitare. A son fils elle a manifestement inculqué l'amour d'un instrument qui allait devenir l'inséparable compagnon du jeune Victor. Ses connaissances musicales il les tient donc de sa mère qui lui a appris l'amour du folklore et de chansons ancrées dans le terroir populaire chilien. La mort prématurée de sa mère l'affectera durablement. Devenu adulte, il écrira et chantera pour elle la très connue, populaire *Te recuerdo Amanda* (Je me souviens de toi, Amanda).

En 1953, Victor s'établit à la capitale, fréquente le séminaire, puis intègre l'université du Chili . La même année, il commence un travail de recensement du folklore chilien. En 1956, il intègre la compagnie de Mimos de Noisvander, principale représentante de l'art de la pantomime au Chili et se forme au théâtre et au jeu d'acteur. Il rejoint ainsi la compagnie de l'université du Chili.

Dès lors (1957), le jeune Jara suit deux voies parallèles: la musique et le théâtre. Il intègre le groupe «Cuncumén» de **Margot Loyola**, spécialisé dans les danses et les musiques folkloriques. C'est là qu'il rencontre une écorchée vive dénommée **Violeta Parra**, qui le pousse à suivre une carrière de chanteur. Il devient le soliste du groupe. Parallèlement, il réalise sa première mise en scène, d'après une œuvre d'Alejandro Siveking, ce qui lui permet de voyager en Argentine, au Venezuela, au Paraguay et à Cuba (1959). Explorant diverses avenues, il met en scène La Mandragore [2] (La Mandragora en italien) une pièce de **Nicolas Machiavel** qui invite le lecteur à distinguer «morale» et «politique».

Directeur artistique du collectif «Cuncumén», il réalise une tournée en Europe en 1961 (France, Hollande, URSS, Europe de l'Est…). La même année, il compose son premier morceau, une ballade folklorico-poétique, "*Paloma Quiero Contarte*" (Colombe, je veux chanter pour toi)). Ses qualités artistiques sont appréciées, puisqu'il devient en 1963 directeur de l'Académie folklorique de la Maison de la Culture de Ñuñoa, et intègre l'équipe de direction de l'institut théâtral de l'université du Chili. Il est ainsi professeur de plateau de 1964 à 1967, dans la cadre de l'université. En 1965, il est primé, et la presse commence à s'intéresser à ce directeur d'acteurs infatigable et talentueux. Sa carrière musicale n'est pas délaissée pour autant, puisqu'il prend en 1966 la direction du collectif "Quilapayúnen" les célèbres interprètes de *El pueblo unido jamás será vencido* (le peuple uni ne sera jamais vaincu). La même année, alors qu'il est assistant à la mise en scène de William Oliver sur une œuvre de **Peter Weiss**, il enregistre son premier disque "*Camto a lo humano*" (Je chante l'humain).

En 1967, c'est la consécration. Il est invité en Angleterre par le consul britannique. La période 1969-1970 marque l'apogée de sa carrière théâtrale. Professeur invité à l'École de théâtre de l'université catholique en 1969, il monte *Antigone* de Sophocle. En 1970, il est invité à un festival international de théâtre à Berlin, et participe au premier Congrès de théâtre latinoaméricain à Buenos Aires. Chanteur, compositeur, metteur en scène accompli, il gagne en 1969 le premier prix du festival de la *nouvelle chanson chilienne*, et chante lors du meeting mondial de la jeunesse pour le Vietnâm à Helsinki, manifestant ainsi son engagement politique qui va devenir de plus en plus affirmé.

En 1970, Victor Jara s'engage dans la campagne électorale de l'*Unidad Popular* de Salvador Allende. Le message politique, il va le véhiculer à travers sa chanson et s'adressera ainsi au pays entier. Presto, il sort l'album *Canto libre* (Chant libre). De fait, il se met vite au service du gouvernement de Salvador Allende de *Unidad Popular*. En 1971, il rejoint le Ballet national, puis le département des Technologies de la communication de l'Université technique de l'État. Le gouvernement d'Allende fait de lui son ambassadeur culturel. Il organise des tours de chant dans toute l'Amérique latine et participe à plusieurs émissions de la télévision nationale chilienne, pour laquelle il compose entre 1972 et 1973. À la sortie de son opus *El derecho de vivir en paz* (Le droit de vivre en paix), il est sacré meilleur compositeur de l›année.

La sortie en 1972 de *La población* (La population) témoigne nettement du fort engagement communiste et du nationalisme de l'artiste. Il réalise en 1972 une tournée en URSS et à **Cuba**, où il est invité pour le Congrès de la musique latinoaméricaine de **La Havane**. Présent sur tous les fronts, Victor Jara dirige également l'hommage au poète Pablo Neruda (qui vient de recevoir le prix Nobel) dans le stade national de Santiago, et n'hésite pas à s'enrôler parmi les travailleurs volontaires lors des grandes grèves de 1972.



Victor Jara, la voix et la guitare du Chili d'Allende

Soutenant activement la campagne législative de l'Unité Populaire en 1973, il chante lors de programmes destinés à la lutte contre le fascisme et contre la guerre civile à la télévision nationale. Il réalise par ailleurs un tour de chant au Pérou à l›invitation de la Maison nationale de la Culture de Lima. L›année 1973 est également l›occasion de travailler sur ses derniers enregistrements, qui mettent à l›honneur le patrimoine culturel et musical chilien. Il en résulte un album, *Canto por travesura* (Chansons polissonnes).

En 1973, l'opposition du parlement à Allende s'amplifiant, celui-ci décide de légiférer par décrets afin de passer outre l'assemblée. Il recherche un massif soutien populaire. Une grève téléguidée des camionneurs asphyxie davantage l'économie. Le Chili est au bord de la guerre civile. En août 1973, Allende nomme Augusto Pinochet à la tête de l'armée, suite à la démission du général Pratts, militaire légaliste, en raison de multiples et violentes attaques de la droite. Pinochet, pion des États-Unis, renversera Allende le 11 septembre 1973 à la suite d'un sanglant coup d'État.

Le jour du coup d'État, Victor Jara est en route vers l'université technique de l'État où il travaille depuis 1971, pour l'inauguration chantée d'une exposition avant de rejoindre Allende au palais présidentiel. Il est enlevé par les militaires et transféré au Stade national en compagnie d'autres militants pro-Allende. On le torture, on lui tranche les doigts à la hache, les militaires lui intiment alors l'ordre de chanter.

Victor Jara aurait défié les sbires de Pinochet en se tournant vers les militants détenus avec lui et en entonnant l'hymne de l'Unité Populaire. Les militaires l'auraient alors exécuté le criblant de 43 impacts de balles le 16 septembre 1973. La majorité des militants qui avaient repris son chant en chœur furent ensuite exécutés. Victor Jara est mort dignement, courageusement, héroïquement, quelques jours avant son 41e anniversaire.

Si son corps n'a pas été enterré avec les milliers d'autres cadavres de ses camarades, c'est grâce au courage d'un jeune fonctionnaire de 23 ans, Hector Herrera. Requis par la junte militaire pour identifier les corps, il reconnaît Victor Jara et décide alors de tout tenter pour faire clandestinement sortir son corps de la morgue. Avec quelques complices, il réussit à le ramener à sa femme, la danseuse Joan Turner, d'origine britannique. Un fossoyeur accepte d'enterrer l'icône dans la plus grande discrétion.

En 2009, Victor Jara a eu des obsèques nationales, 36 ans après sa mort. Le cercueil était drapé de rouge et d'un poncho de laine noire. Sa dépouille a été inhumée dans le cimetière général de Santiago le samedi 5 décembre 2009. Le 3 janvier 2013, une quarantaine d'années après les faits, la justice chilienne a fait incarcérer quatre personnes s'étant rendues à la police, dont Hugo Sanchez, officier responsable de l'exécution de l'artiste. Un second responsable, Pedro Pablo Barrientos Núñez, résidant aux États Unis, est sous le coup d'une demande d'extradition. Le 24 juillet 2015, 10 anciens militaires ont été mis en accusation par le juge Miguel Vázquez Plaza, au Chili. Ils sont suspectés d'avoir participe à l'emprisonnement puis à l'assassinat de Victor Jara.

Il y a 40 ans, le 18 septembre 1973, seules trois personnes étaient présentes pour l'enterrement clandestin de Victor Jara. En 2009, des milliers de Chiliens s'étaient rassemblés pour ses obsèques officielles. Car « Le Prince », comme il fut longtemps surnommé, reste une icône dans tout le Chili et toute l'Amérique latine.

Les artistes qui ont ouvertement pris part à des luttes ne manquent pas à travers les siècles et les continents. Pourtant, parmi eux, seuls quelques-uns sont allés plus loin, mêlant irrémédiablement leur oeuvre, leur lutte et leur vie....Ainsi a vécu Victor Jara dont la mémoire brillera éternellement au firmament de l'histoire des luttes du peuple chilien.

26 septembre 2017

[1] **Julian Grimaud**. Militant communiste fusillé en Espagne

[2] La **mandragore** est «une plante de la famille des solanées, dont la racine s'apparente à la forme du corps humain, douée de propriétés narcotiques, sédatives, stupéfiantes et aphrodisiaques» (Larousse). Un deuxième sens du mot renvoie à la mythologie: la mandragore est une plante qui est «porteuse de vertus magiques». La vertu de la mandragore, dans la pièce, se rapporte à sa capacité de guérir les femmes stériles. Le titre est à vrai dire un élément de l'intrigue dans la pièce qui met en valeur la ruse à laquelle avait fait recours Callimaco, étudiant venant de Paris, pour conquérir le c?ur de l'épouse de Nicia, qualifié au début de la pièce de «sot» et de «cocu». Cette femme serait le symbole du pouvoir qui ne doit pas être maintenu par un gouverneur qui manque de ruse.

Sources d'information:

Mémoires de luttes : Victor Jara, la voix et la guitare du Chili d'Allende. Sourdoreille, octobre 2013.

http://www.chileescena.cl/index.php?seccion=compania&idColeccion=8

Haytam Jarboui. *«La mandragore» de Nicolas Machiavel: Quand la politique devint avatar de l'amour.* HUFFPOST Tunisie 16/02/2017

https://en.wikipedia.org/wiki/V%C3%ADctor_Jara

David Bowie. *The life and death of Victor Jara – a classic feature from the vaults.* theguardian. 18 septembre 2013.

Trump à l'ONU : « un discours insolite, agressif, de domination et brutalement impérialiste »

Interview accordée par Bruno Rodriguez Parrilla, ministre cubain des Relations extérieures, à Jorge Gestoso, journaliste de Telesur, au siège des Nations Unis, le 19 septembre 2017, « Année 59 de la Révolution »

Jorge Gestoso : Monsieur le ministre, merci d'être avec nous.

Bruno Rodriguez : Merci à vous.

Jorge Gestoso : Quelle est votre réaction au discours de ce matin de Donald Trump ?

Bruno Rodriguez Parrilla : C'était un discours insolite, agressif, de domination, brutalement impérialiste. J'ai été surpris par la façon dont il manipule la question de la souveraineté, sur ce que signifie la souveraineté pour les États-Unis : l'asservissement de tous les autres. Il ignore totalement le concept d'égalité souveraine dont s'inspirent les Nations Unies.

Jorge Gestoso : Trump a appelé à des actions supplémentaires à l'encontre du Venezuela. De quoi parle-t-il ? De l'option armée, ou de quelque chose de pire ?

Bruno Rodriguez Parrilla : J'aimerais, en condamnant ses propos, réaffirmer la solidarité de Cuba, notre solidarité absolue envers le peuple bolivarien et chaviste, à son union civique et militaire, au gouvernement du président constitutionnel Nicolas Maduro Moros.

Sa menace de destruction d'un pays de la péninsule coréenne est extraordinairement grave. Il menace d'incendier la péninsule coréenne avec une conflagration nécessairement nucléaire qui pourrait mettre en danger toute l'humanité. C'est un conflit qui ne saurait avoir, qui ne peut en aucun cas avoir, une solution militaire.

Le gouvernement du président Trump est ce même gouvernement qui a perdu le vote populaire, ce même gouvernement qui, en outre, jouit d'une très faible popularité parmi les contribuables de ce pays ; un gouvernement qui n'a aucune autorité morale pour critiquer Cuba, un petit pays, une île solidaire qui entretient une vaste coopération internationale, dotée d'un gouvernement dont la propreté et la transparence sont reconnues, un peuple noble et laborieux.

Ces critiques sont émises par le chef d'un empire responsable de la plupart des guerres qui se livrent aujourd'hui sur la planète et qui constituent un facteur d'instabilité mondiale et représentent de très graves menaces à la paix et la sécurité internationale. Je rejette énergiquement les propos du président Trump.

Jorge Gestoso.- On a évoqué la possibilité d'une rupture des relations avec Cuba, ou du moins une réduction significative de ces relations. Quelle est votre réaction à ce sujet ?

Bruno Rodriguez.- Bon, le président ne l'a pas dit dans son discours. Ce sont des sujets que j'aborderai plus tard. J'interviendrai dans les prochains jours au débat général et je pourrai revenir plus en détail sur les questions relatives à l'agenda international, voire bilatéral avec les États-Unis.



Bruno Rodriguez Parrilla, ministre cubain des Relations extérieures

Jorge Gestoso : Pour conclure, j'aimerais connaître vos impressions sur l'horrible tremblement de terre de magnitude 7 qui vient de secouer le Mexique et qui, à ce jour, a fait des dizaines de mort. Une vraie tragédie !

Bruno Rodriguez Parrilla : À la suite du récent tremblement de terre, justement à l'occasion du terrible séisme qui a frappé la ville de Mexico, j'ai exprimé nos profondes condoléances au gouvernement mexicain, au peuple mexicain, à sa délégation ici présente. Et aussi aux familles des victimes, aux sinistrés, et nous sommes à la disposition du Mexique.

Tout comme nous sommes en train de mobiliser nos efforts pour apporter notre contribution et notre aide aux îles de la Caraïbe orientale, en particulier à la Dominique, qui a été très durement frappée. Nous avons là-bas 36 coopérants cubains et nous cherchons la manière de dépêcher davantage d'aide.

Jorge Gestoso : Merci beaucoup, Monsieur le ministre. Merci d'avoir été avec nous.

Bruno Rodriguez : Merci à TeleSur.
Merci beaucoup.

Granma 21 septembre 2017

Suite de la page (10)

produit du travail est destiné non à usage individuel, mais à l'échange. En conséquence, Le Capital commence : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une "immense accumulation de marchandises". L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches ».

La marchandise, a démontré Marx, est une unité des contraires : valeur d'usage et valeur d'échange. L'analyse de cette contradiction conduit à un examen de la forme de valeur, de l'origine de l'argent et du capital, et la source des mystifications idéologiques générées par l'économie capitaliste elle-même – que Marx qualifiait de « fétichisme des marchandises ».

C'est grâce à cette analyse « marchandise-argent-capital » que Marx a révélé le secret de la plus-value. Il tient au fait que la marchandise que le travailleur vend au capitaliste n'est pas son travail, mais plutôt sa force de travail ou sa capacité à travailler. Pour cela, il est payé en fonction de sa valeur – le montant nécessaire pour que le travailleur puisse s'entretenir, lui-même et sa famille, pour produire la prochaine génération de travailleurs. Mais la valeur d'usage de la force de travail, qui a été réalisée dans le processus de production et appartient au capitaliste en tant qu'acheteur, réside en sa capacité à générer une valeur supplémentaire ou excédentaire. Cette plus-value réside dans le fait que le travailleur a reproduit la valeur de sa force de travail dans une partie seulement de la journée de travail, et le reste de la valeur créée pendant ce jour allant au capitaliste.

En d'autres termes, la plus-value et le bénéfice ne sont pas en contradiction avec la loi de valeur, mais en conformité avec elle. L'exploitation et tout ce qui en découle sont le résultat des lois de l'économie capitaliste elle-même. Cette découverte a également établi, sur la base de la science, le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière dans la société capitaliste.

L'importance de la découverte du secret de la plus-value a été soulignée par Engels. Ses remarques n'ont rien perdu de leur pertinence pour la société contemporaine, où des milliards de personnes dans le monde entier deviennent de plus en plus hostiles au fonctionnement de l'économie capitaliste.

Engels a noté que le socialisme avant Marx avait critiqué la société capitaliste et ses conséquences, parfois de manière tranchante. « Mais il ne pouvait pas les expliquer, et, par conséquent, ne pouvait pas les maîtriser. Il ne pouvait que les rejeter comme étant mauvais ».

Il fallait présenter le mode de production capitaliste en expliquant sa place dans l'histoire et son inéluctabilité dans une certaine période, et aussi sa chute inévitable, et « mettre à nu son caractère essentiel, qui était encore un secret, car ses critiques avaient attaqué ses conséquences néfastes plutôt que le processus de la chose elle-même. Cela a été fait par la découverte de la plus-value. » Et avec cela, poursuivait Engels, conjointement avec la théorie du matérialisme historique, le socialisme est devenu une science.

La bourgeoisie et ses représentants idéologiques ont commencé par essayer d'ignorer Le Capital. Mais à mesure que l'influence se propageait, ils cherchaient à le réfuter, et quand cela échoua, ils recoururent à des mensonges et à des falsifications. Mais leurs efforts se sont révélés vains. Si Marx, bien sûr, ne pouvait analyser l'ensemble du fonctionnement de l'économie capitaliste dans tous les détails ni anticiper tous les aspects de son développement historique, il n'y a pas d'autre travail qui analyse les forces motrices fondamentales.

À partir de la découverte du secret de la plus-value, Marx a pu mettre en évidence l'inéluctabilité des crises et la contradiction inhérente entre la croissance des forces productives et le système des relations sociales fondé sur le travail salarié et la production des produits, reflétée dans la baisse tendancielle du taux de profit.

Personne d'autre n'a fourni une analyse scientifique des forces motrices de la contradiction explosive entre l'appropriation privée du profit et le caractère socialisé de la production ; qu'il s'agisse de crises financières et économiques désastreuses, ou de la dévastation sociale résultant de l'effet des ouragans récents aux États-Unis.

Aucune autre œuvre n'a expliqué pourquoi, devant l'énorme croissance de la productivité du travail, qui pourrait favoriser l'humanité dans son ensemble, les inégalités sociales et les privations augmentent, et l'accumulation se manifeste de plus en plus, comme Marx l'a expliqué, de richesses

suite à la page(15)

« Le chien effrayé aboie plus fort » Réponse au discours de Trump à l'ONU

Par Kim Jong-un

Voici la déclaration du président Kim Jong-un, lue le vendredi 22 septembre à la télévision d'État de la RPDC

Le discours prononcé par le président US pour sa première devant l'ONU dans les graves circonstances actuelles, où la situation dans la péninsule coréenne a été mise sous tension comme jamais auparavant et se rapproche d'un état extrême d'instabilité suscite de l'inquiétude préoccupation au niveau mondial.

En me faisant une idée générale de ce qu'il dirait en parlant sur la plus grande scène diplomatique officielle du monde, je m'attendais à ce qu'il fasse des remarques stéréotypées et préparées, un peu dans le genre de ce qu'il avait l'habitude de dire dans son bureau.



Donald Trump et Kim Jong-un

Mais, loin de faire des remarques d'un quelconque pouvoir de persuasion, qui puissent être considérées comme utiles dans la tension diffuse, il a éructé des absurdités grossières sans précédent, qu'on n'a jamais entendues d'aucun de ses prédécesseurs.

Un chien apeuré aboie plus fort

Je conseillerais à Trump de faire preuve de prudence en choisissant ses mots et de prendre en considération à qui il s'adresse en faisant un discours au monde.

Le comportement mentalement dérangé du président US exprimant ouvertement dans l'arène de l'ONU la volonté immorale de "détruire totalement" un État souverain, au-delà des frontières des menaces de changement de régime ou de renversement de systèmes sociaux, amène même à ceux qui pensent normalement à souhaiter discrétion et contenance.

Ses remarques me rappellent les mots comme «néophyte politique» et «hérétique politique» qui étaient en vogue pour qualifier Trump lors de sa campagne électorale présidentielle.

Après avoir pris ses fonctions, Trump a rendu le monde nerveux par des menaces et du chantage contre tous les pays du monde. Il est inapte à exercer la prérogative du commandement suprême d'un pays, et il est certainement un voyou et un gangster qui aime jouer avec le feu, plutôt qu'un politicien.

Ses remarques pour décrire l'option US par l'expression simpliste de sa volonté m'ont convaincu, au lieu de m'effrayer ou de m'arrêter, que la voie que j'ai choisie est la bonne et que c'est celle que je dois suivre jusqu'au bout.

Maintenant que Trump a nié notre existence et nous a insultés, moi et mon pays, sous les yeux du monde et fait la déclaration de guerre la plus féroce de l'histoire - qu'il détruirait la RPDC-, nous examinerons avec sérieux l'exercice de contremesures d'un niveau correspondant, les plus dures dans l'histoire.

L'action est la meilleure option pour traiter ce radoteur dur d'oreille qui raconte ce qui lui passe par la tête.

En tant qu'homme représentant la RPDC et pour la dignité et de l'honneur de mon État et de mon peuple, je ferai payer cher à l'homme qui a la prérogative du commandement suprême aux USA son discours appelant à détruire totalement la RPDC .

Et ceci n'est pas une expression rhétorique comme les aime Trump.

Je me demande maintenant vraiment à quelle réponse il pouvait s'attendre lorsqu'il a laissé échapper des propos aussi excentriques.

Quel que soit ce à quoi Trump s'attendait, il aura à faire face à des résultats au-delà de ses attentes.

Je disciplinerai définitivement par le feu le gaga US mentalement dérangé, soyez-en sûrs.

Pyonyang, 22 septembre 2017
Traduit par Fausto Giudice
Tlaxcala 23 septembre 2017

Suite de la page (4)

judiciaire (le premier lundi du mois d'octobre), si le Gouvernement ne satisfait pas leurs revendications à savoir, entre autres, l'octroi d'une couverture d'assurance maladie fonctionnelle au bénéfice de tous les magistrats, la dotation d'une allocation budgétaire adéquate au pouvoir judiciaire, la dotation des tribunaux et cours des moyens logistiques et matériels de travail suffisant, la construction de bâtiments adéquats pour loger les tribunaux et les cours ainsi que la réhabilitation des bâtiments en mauvais état.

Pour sa part, l'exécutif soit pour amadouer la population de façon à saboter les mobilisations veut faire signe de faiblesse. Selon des rumeurs le président Moise aurait déclaré vendredi dernier à son retour de new-York : « *Si une loi est votée par les parlementaires, j'ai le devoir de la publier. Si la société a un problème avec cette loi, l'Exécutif peut travailler avec le Parlement pour apporter des améliorations* ». *Cependant pour le Sénateur Latortue « […] il peut toujours y avoir un budget rectificatif […] »*

Suite de la page (14)

fabuleuses à un pôle, et la pauvreté, la misère et la dégradation à l'autre. La bourgeoisie et ses représentants continueront à fulminer contre « Le Capital » et ses conclusions révolutionnaires. Mais les faits sont des choses têtues.

Les travailleurs et les jeunes qui luttent contre le fonctionnement du système capitaliste analysé par Marx trouveront dans Le Capital le guide le plus sûr pour comprendre ce qui les attend, ainsi que la base d'une orientation et d'une perspective scientifiques.

Cependant, l'assimilation d'un tel travail n'est pas facile. Comme Marx lui-même l'a expliqué, il n'y a pas de voie royale vers la science. Il y faut des efforts. Mais les récompenses pour un tel effort sont riches et durables. Ceux qui lisent Le Capital seront armés non seulement d'une compréhension de la source des problèmes immenses et croissants auxquels ils font face, mais en plus ils seront armés d'une perspective sur laquelle ils peuvent fonder leur combat. Ils rencontreront également l'un des chefs-d'œuvre de la littérature mondiale. Personne, à part Shakespeare, n'a contribué autant au développement de la langue.

Par conséquent, que le 150ème anniversaire de sa publication soit l'occasion d'une étude renouvelée du Capital, afin de réaliser la perspective qu'elle avance : la création d'une société véritablement humaine fondée sur la propriété commune des moyens de production créés par le travail, dans lequel l'exploitation est consignée au musée et dans laquelle, selon les termes du Manifeste communiste, au lieu de la société bourgeoise avec ses classes et ses antagonismes de classe « nous aurons une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Wsws 18 septembre 2017
20 septembre 2017

Suite de la page (6)

ankò, manifestasyon 12 dawout la, jounen grèv Lendi 18 sektanm ak manifestasyon 20 septanm lan, se yon avètisman ki pou montre Prezidan jovenel ak tout gouvènman li an, se tout bon vre pèp la pa vle bwè bidjè medsin chwal sa a, menm si li pibliye l. RASIN kan pèp la ap repete modòd popilasyon an ki di : Fòk Prezidan an ak Palman an fè bak sou bidjè kriminèl ki pibliye a. Peyi a bezwen yon bidjè k ap finanse meri yo, k ap mete anpil kòb pou agrikilti, lasante, edikasyon, Anviwònman, Rechèch nan Inivèsite a, lojman sosyal, lakilti. Palmantè pa kontab denye piblik yo pa gen dwa ap jere lajan Leta. Konsa, nou pwopoze pou 10 milyon goud ki nan bidjè a pou chak palmantè, ta dwe ale pou kolektivite teritoryal yo. Se pou Gouvènman an ale chache lajan nan frennen kontrebann, nan òganize pwosè konsolidasyon pou rekipere lajan Leta gouvènman anvan l yo te vòlò. Pèp ayisyen pa vle e pa dwe peye kriz ki genyen nan finans piblik yo !!

Pati RASIN Kan Pèp La, apiye modòd 2 jou grèv sendika chofè yo lanse pou lendi 25 ak madi 26 septanm lan.

Aba bidjè k ap dechèpiye malere ak malerèz, viv bidjè ekilibre, transparan, koyeran.

Viv dwa grandèt majè Pèp Ayisyen an.

Marc Arthur Fils-Aimé,
Sekretè Jeneral
Camille Chalmers, Potpawòl

Suite de la page (7)

Pocket, p.23.

|5| Maddison, A., L'économie mondiale : une perspective millénaire, Centre de développement de l'OCDE, Paris, 2001 cité dans Toussaint Éric, « La globalisation de Christophe Colomb et Vasco de Gama à aujourd'hui ». http://www.cadtm.org/imprimer.php3?id_article=3091

|6| Certaine de ces épidémies sont apparues en Europe et au Moyen-Orient au contact d'animaux domestiques jusqu'alors inconnus dans ces contrées (cochon, poulet, b?uf, chèvre…). Thomas Cantaloube, « 1493 : un monde englouti », Mediapart, 20 juillet 2017. https://www.mediapart.fr/journal/international/200717/1493-un-monde-englouti

|7| Thomas Cantaloube, op, cit.

|8| 1491 Nouvelles révélations sur les Amériques avant Christophe Colomb, et 1493, Albin Michel, 2007 et Comment la découverte de l'Amérique a transformé le monde, Albin Michel, 2013.

|9| « Cifras de la esclavitud », BBC, 5 septembre 2001. http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/news/newsid_1525000/1525099.stm

« Les estimations sur le nombre d'esclaves prélevés en Afrique, du 16e au 19e siècle, avec un maximum au 17e siècle et surtout au 18e siècle, principalement dans sa seconde moitié, varient entre 8 et 20 millions. » René Dumont, L'Afrique noire est mal partie, Seuil, 1969, p. 23.

|10| Aline Helg, Plus jamais esclaves ! De l'insoumission à la révolte, le grand récit d'une émancipation (1492 – 1838), édition La Découverte, Paris, 2016, page 9, 29 et 30. Le chiffre de 12 millions d'Africains provient des estimations de The Trans-Atlantic Slaves Trade:A Database, la source la plus complète à ce jour sur la traite transatlantique d'après Aline Helg.

|11| Aline Helg, ibidem, page 33.

|12| Eduardo Galeano, ibid. p.22-23.

|13| Aline Helg, ibidem, page 55.

|14| Voir les différentes Résolutions adoptées : http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/restitution-of-cultural-property/resolutions-adopted-by-the-united-nations-general-assembly-about-return-and-restitution-of-cultural-property/ La citation est issue de la résolution 42/7 du 22 octobre 1987 : http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/42/7&Lang=F

Jérôme Duval
CADTM 1 Septembre 2017

Suite de la page (9)

objections, raise the minimum wage and bring paramilitary leaders charged with extra-judicial killings to justice. (19)

By the time President Aristide returned to Haiti in October 1994, the collapse of the country's rice production was a *fait accompli*, victim of a long and deliberate U.S. campaign waged against Haitian farmers in collusion with successive Haitian dictators and military regimes. Imported Miami rice constituted 80% of Haiti's domestic consumption. Rice smuggling was common, enabled by the corrupt Cédras regime, which accepted bribes instead of enforcing tariffs. (20)

Nothing changed after Clinton's apology either. Haiti's 2010 earthquake became yet another business opportunity for foreign corporations to overrun Haiti's economy, while food aid, callously tossed off trucks to desperate Haitians, meant more revenue for U.S. corporations. Nor should we let Clinton off the hook for forcibly repatriating thousands of Haitian "boat people" fleeing tyranny under the junta, and intercepting 12,000 other refugees who were illegally imprisoned at Guantanamo Bay.

Democracy and Reparations

There are two opposing visions of Haiti's future – one projected by Fanmi Lavalas benefits the poor majority; the other imposed by the United States and wealthy foreign nations enriches international corporations and the Haitian elite. What is clear is that Haiti's people must prevail over foreign profits and the wealthy elite. This means real democracy and respect for Haitian sovereignty.

Endnotes:

1) Harris, Jessica B. Iron Pots & Wooden Spoons: Africa's Gifts to New World Cooking. New York: Simon & Schuster, 1999, p31.

2) Hess, Karen. The Carolina Rice Kitchen; The African Connection. Columbia, So Carolina: University of South Carolina Press, 1992, p. 95

3) Carney, Judith A. Black Rice: The African Origins of Rice Cultivation in the Americas. Cambridge, MA: Harvard University Press, 2002.

4) Aristide, Jean-Bertrand. In the Parish of the Poor: Writings from Haiti. New York: Orbis Books, 1990, p67.

5) DeWind, Josh and Kinley III, David H. Aiding Migration: The Impact of International Development Assistance on Haiti. Boulder and London: Westview Press, 1988, p98.

6) DeWind, p77, p98

7) Emersberger, Joe. Kicking Away the Ladder in Haiti. [web page]. Telesur, Feb. 20, 2015. http://www.telesurtv.net/english/opinion/Kicking-Away-the-Ladder-in-Haiti-20150220-0027.html

8) Gros, Jean-Germaine. Indigestible Recipe: Rice, Chicken Wings, and International Financial Institutions: Or Hunger Politics in Haiti. SAGE Publications, Inc: Journal of Black Studies, Vol 40, No 5 [May 2010], p981.

9) Wilentz, Amy. The Rainy Season: Haiti Since Duvalier. New York: Simon and Schuster, 1989, p279

10) Aristide, Jean-Bertrand. Eyes of the Heart: Seeking a Path for the Poor in the Age of Globalization. Laura Flynn, ed. Monroe, ME. Common Courage Press, 2000, p12.

11) Chavla, Leah. Council on Hemispheric Affairs [COHA]. Haiti Research File. Bill Clinton's Heavy Hand on Haiti's Vulnerable Agricultural Economy: The American Rice Scandal [web page]. April 3, 2010. http://www.coha.org/haiti-research-file-neoliberalism%E2%80%99s-heavy-hand-on-haiti%E2%80%99s-vulnerable-agricultural-economy-the-american-rice-scandal/

12) Quigley, Bill. The U.S. Role in Haiti's Food Riots [web page]. Counterpunch. April 21, 2008. https://www.counterpunch.org/2008/04/21/the-u-s-role-in-haiti-s-food-riots/

13) Georges, Josiane. Trade and the Disappearance of Haitian Rice [web page]. Ted Case Studies Number 725, June 2004. http://archive.is/20130830194250/www1.american.edu/TED/haitirice.htm

14) Stotzky, Irwin P. Silencing the Guns in Haiti: The Promise of Deliberative Democracy. Chicago, IL: The University of Chicago Press, 1997, p28.

15) Chavla, Leah. COHA.

16) Georges, Josiane. Ted Case Studies.

17) Corbett, Bob. Washington Office on Haiti: Special Issue Report. Rice Corporation of Haiti [web page]. November 1, 1995.

18) Aristide, Jean-Bertrand. Eyes of the Heart, p31-32.

19) Myths About Haiti, by Haiti Action Committee, October 2001.

20) Sprague, Jeb. Paramilitarism and the Assault on Democracy in Haiti. New York: Monthly Review Press, 2012, p 77.

A longer version of this article was originally published on the website of the California-based Haiti Action Committee. Leslie Mullin is a member of the Haiti Action Committee.

Suite de la page (12)

La première partie du 21ème siècle fait sans doute partie des « années gagnées ». Les progrès économiques, sociaux et politiques ont été historiques et ont surpris le monde entier. Tout ceci dans un environnement de souveraineté, de dignité, d'autonomie, et de présence dans la région, mais aussi sur la scène internationale.

Il est évident que cette situation a su jouir d'une conjoncture mondiale favorable en ce qui concerne les prix des matières premières, base des exportations sud-américaines. La grande différence est que cette richesse a été réinvestie pour le bien vivre de nos peuples.

L'Amérique Latine n'a pas vécu une époque de changements, mais plutôt un véritable changement d'époque, qui a aussi bouleversé substantiellement l'équilibre géopolitique de la région. C'est pourquoi, il était indispensable pour les pouvoirs de fait et les pays hégémoniques de mettre fin à ces processus de changement.

En 2002, le gouvernement d'Hugo Chavez avait déjà dû faire face à une tentative de coup d'état. Depuis 2008, la droite a intensifié ses tentatives anti-démocratiques d'en finir avec les gouvernements progressistes, comme ce fut le cas en Bolivie en 2008, au Honduras en 2009, en Equateur en 2010, et au Paraguay en 2012. Toutes ces atteintes à la démocratie ont été menées contre des gouvernements de gauche, et deux ont abouti, au Honduras et au Paraguay.

Peu à peu, les réactions de la droite se sont renforcées, en s'appuyant sur une stratégie et une collaboration internationales – grâce à la complicité des médias – et surtout en sachant tirer profit des circonstances économiques adverses à partir de la deuxième moitié de 2014.

Il n'est désormais plus seulement question d'une tentative de "restauration du conservatisme", comme je l'ai nommée il y a deux ans, lorsque des coalitions de droite encore jamais vues – qui jouissaient d'un soutien international, de ressources illimitées, de financements externes, etc. –, ont surgi lors des élections locales de Quito. Si lors de ces élections, la voie démocratique a au moins été utilisée, aujourd'hui, la réaction s'est approfondie et a perdu toutes limites et scrupules. Nous sommes face à un nouveau « Plan Condor ». Quarante ans auparavant, sa cible était la jeunesse qui croyait en un monde meilleur et s'opposait à la brutalité des dictatures militaires financées par le pays du Nord. Aujourd'hui, ses cibles sont les gouvernements progressistes de la région.

C'est pour cela que nous souffrons du harcèlement et du boycott économique au Venezuela, du coup d´Etat parlementaire au Brésil, de la judiciarisation de la vie politique comme nous le voyons avec Dilma Rousseff, Lula Da Silva, ou en Argentine avec Cristina Fernandez de Kirchner, et, plus récemment, même en Equateur.

Les tentatives de destruction de l'Unasur et de neutralisation de la CELAC, pour tenter de faire revivre la moribonde Organisation des États Américains (OEA), sont évidentes et souvent effrontées. Ne parlons même pas de ce qui se passe actuellement pour le Mercosur (Marché commun du sud). Même l'échec fracassant de l´ALCA (Zone de libre-échange des Amériques en français) au début du siècle tente d'être surmonté par la nouvelle Alliance du Pacifique.

En Amérique du Sud, actuellement, il ne reste que quatre gouvernements qui peuvent se qualifier de progressistes. Je ne peux même plus compter parmi eux l'Équateur, du fait des événements récents survenus dans ma Patrie.

Les difficultés économiques au Venezuela ou au Brésil sont présentées comme des exemples du supposé « échec » du socialisme, alors que l'Uruguay, gouverné par la gauche, est le pays le plus développé au Sud du Rio Bravo, ou alors même que la Bolivie jouit des meilleurs indicateurs macro-économiques de toute la planète.

La droite veut revenir à tout prix et a soif de vengeance, après dix ans de défaites successives. Nous sommes peut-être les victimes de notre propre succès. Selon la CEPAL, pendant ces dix dernières années, presque 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté et font partie maintenant de la classe moyenne régionale. Ceci peut être sans aucun doute attribué aux politiques des gouvernements de gauche.

Au Brésil, 37,5 millions de personnes sont sorties de la pauvreté entre 2003 et 2013, et font aujourd'hui partie de la classe moyenne. Néanmoins, ces millions de personnes ne se sont pas mobilisées lorsqu'un Parlement, accusé de corruption, a destitué la présidente légitimement élue, Dilma Rousseff.

Nous sommes aujourd'hui face à des personnes qui ont surmonté la pauvreté et qui, malgré l'amélioration de leurs conditions de vie, demandent encore plus, se sentent pauvres, sans prendre comme référence ce qu'ils ont, et encore moins ce qu'ils avaient, mais plutôt ce à quoi ils aspirent. Nous appelons ce phénomène « prospérité objective et pauvreté subjective ». Ces personnes se laissent ainsi facilement emporter par les chants des sirènes d´une droite qui, avec la complicité des médias, « vend » à tout le monde un style de vie à la newyorkaise.

Attaques

La nouvelle droite accuse les gouvernements progressistes de n'être qu'idéologiques et de manquer de technique pour la gestion du développement national. Soit elle fait semblant soit elle ne comprend pas que le développement est fondamentalement un problème politique, où l'orientation de la politique publique est nettement idéologique et, dans notre cas, cherche la priorité du bien commun.

Il est flagrant de voir comment le marketing et le discours bien ficelés de la nouvelle droite cherchent des indéfinitions politiques. Ses représentants ne se présentent pas comme des leaders politiques, mais plutôt comme des PDG qui ont réussi dans le monde de l'entreprise.

Mais ce sont les médias qui assument aujourd'hui le rôle des principaux partis d'opposition. Maintenant, ce sont eux les vrais représentants du pouvoir politique entrepreneurial et conservateur.

La relation qui lie les capitaux des médias au secteur financier et des affaires est scandaleuse. Lorsque je suis arrivé au gouvernement, parmi les sept chaînes nationales de télévision, cinq étaient détenues par le secteur bancaire. Il n'existait même pas de télévision publique.

Nos démocraties doivent désormais s'appeler des démocraties médiatisées, parce que les médias représentent un élément plus important du processus politique que les partis politiques et les systèmes électoraux. En effet, les médias ont remplacé l'État de droit par l'État d'opinion. Peu importe le programme présenté pendant la campagne électorale et ce que le peuple, le souverain de toute démocratie, décide dans les urnes. Ce qui compte réellement, c'est ce qu'approuvent ou désapprouvent dans leurs titres quotidiens les médias.

Bien que cela soit un problème planétaire, compte tenu des monopoles médiatiques détenus par une poignée de familles, le problème est encore plus sérieux en Amérique Latine. Les médias montrent d'importantes lacunes éthiques et professionnelles et font preuve d'une insolente intervention en politique.

Le débat devrait poser la question de savoir si une société peut être réellement qualifiée de libre lorsque la communication, et particulièrement l´information, est fournie par des entreprises privées, à but lucratif.

C'est un pouvoir sans aucun contre-pouvoir, mais personne n'ose parler de cela, par crainte d'être stigmatisé comme un ennemi de la liberté de la presse, bien que, depuis que la presse est apparue, la liberté de presse n'a, en fait, jamais été rien d'autre que la volonté du propriétaire de l'imprimerie.

On accuse aussi nos gouvernements d'être « populistes », un concept assez flou qui est souvent associé à la démagogie, à l'irresponsabilité et à l'absence de compétences techniques, qui sert finalement à définir tout ce qui s'éloigne de la logique du marché et des canons des démocraties libérales occidentales.

On confond souvent ce qui est populaire avec le populisme. Dans le cas de mon gouvernement, il a été très populaire ; mais il fut aussi un des gouvernements les plus techniques de l'histoire de mon pays.

La double morale internationale est aussi impressionnante : si Angela Merkel cherche sa réélection en Allemagne, on le voit comme le signe d'une démocratie mûre et on loue sa grande capacité de leadership. En revanche, si un dirigeant politique latino-américain fait la même chose, ce dernier sera volontiers qualifié de dictatorial et d´autoritaire.

Finalement nous pouvons dire que la soi-disant « lutte contre la corruption » est devenue un outil efficace pour détruire les processus politiques progressistes et populaires de notre Amérique. Le cas le plus emblématique est celui du Brésil, où une opération politique très bien ficelée a abouti à la destitution de la présidente Dilma Rousseff. Après quoi, il fut démontré qu'elle n'était en aucun cas coupable de ce dont on l'accusait. Actuellement, en Equateur, le même scénario qu'au Brésil est en marche pour écarter du pouvoir le vice-président de la République.

Et bien sûr, on dit toujours que la corruption est entièrement imputable à l'État. On parle maintenant aussi d'une confrontation entre la société civile et l'Etat, la première qualifiée de bonne et le second de mauvais, alors que l'État n'est autre chose que la représentation institutionnalisée de la société.

Qui peut s'opposer à une vraie lutte contre la corruption ? Ce fut justement un de nos principaux combats durant les 10 dernières années. Nous avons mis fin en Equateur à une corruption institutionnalisée qui existait auparavant. Mais la soi-disant lutte anti-corruption dirigée par la droite et par les médias est tout à fait fausse. Elle est utilisée comme un instrument d'attaques politiques, à l'image de ce qu'a été l'utilisation de la lutte contre le trafic de drogues ou contre le « communisme ». Pour parler d'une vraie lutte contre la corruption, il suffirait par exemple d'interdire les paradis fiscaux, où est finalement concentrée toute la corruption que nous avons dû affronter.

On nous parle d'un manque de contrôle, d´une certaine acceptation des systèmes de corruption. Mais je me demande : quel type de contrôle permet de détecter un pot de vin déposé sur un compte secret dans un paradis fiscal ?

En Equateur, les contrôles sont si stricts qu'il est obligatoire de déclarer l'origine de tout virement de plus de 10 000 dollars. Par contre, dans les paradis fiscaux, il est possible de déposer des millions, sans que personne ne contrôle rien du tout.

La réalité est donc bien différente. On peut citer par ailleurs le cas d´Odebrecht, une entreprise de travaux publics brésilienne qui a mis en place toute une structure de corruption dans une douzaine de pays. On constate donc que la corruption, en grande partie, vient aussi du secteur privé. Dans des pays comme l'Allemagne, jusqu'à il n'y a pas si longtemps, les entreprises pouvaient même déduire de leurs impôts les pots de vin versés dans nos pays !

Il existe donc encore une énorme hypocrisie dans le monde à propos de la lutte contre la corruption. Sur ce, il est important de signaler que l'Equateur est le premier pays du monde qui a approuvé au travers d'un référendum une loi qui empêche les fonctionnaires d'effectuer des opérations de n'importe quel type dans des paradis fiscaux. Mais bien que l'utilisation de ces endroits pour cacher de l'argent illégalement accumulé soit maintenant interdite, ils continuent à exister.

Conclusions

Ce sont des temps difficiles pour l'Amérique Latine, mais pas catastrophiques. Nous ne sommes plus cette gauche qui obtenait 3% des voix. Nous sommes aujourd'hui une gauche qui a vocation à gouverner, qui a fait la démonstration d'importants succès.

Néanmoins, il est clair qu'il existe un retour du conservatisme, d'une droite nationale et internationale qui a su se relever de son étourdissement de plus de dix ans de défaites politiques. Aujourd'hui cette droite s'est construit un nouveau discours, une nouvelle articulation, possède des ressources illimitées, elle détient le monopole des médias et profite des inévitables problèmes liés à la gestion du pouvoir, comme le changement de cycle économique et l'existence de cas isolés de corruption.

Que peut-on faire face à tout cela ? Il ne nous reste qu'un seul chemin : je cite le grand Simón Bolívar, alors qu'il se retirait du Pérou soi-disant vaincu et victime de l'ingratitude.

Que peut-on faire face à tout cela ? Vaincre !

¡Hasta la victoria siempre !

Mémoire des luttes
18 septembre 2017

Suite de la page (8)

étrangères, sur les relations entre l'UEH et ces universités qui acceptent nos diplômes? Et la communauté universitaire haïtienne dans tout cela? Les institutions étatiques? Les médias? La population dans son ensemble? En tout cas, cette saga est un pas de plus dans l'abîme infernal [dans lequel] est plongé le pays depuis trop longtemps.

Sachant que «*la seule chose qui permet au mal de triompher est l'inaction des hommes de bien*» : l'heure est à l'urgence de l'action. La saga Hyacinthe / Deshommes mérite une action urgente en ce moment où des milliers de bacheliers s'apprêtent à franchir les portes de l'UEH.

Ethson Otilien
Professeur FASCH / UEH

Lavrov : « Les USA n'oseront pas frapper la RPDC, ils savent qu'elle a la bombe »



Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov et son homologue américain, Rex Tillerson

Par Irada Zeynalova

Les USA n'oseront pas frapper la Corée du Nord parce qu'ils savent que Pyongyang possède la bombe nucléaire, a déclaré le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

Alors que l'échange de menaces entre Donald Trump et Kim Jong-un prend une tournure de plus en plus violente, faisant craindre un éventuel conflit nucléaire, le ministre russe des Affaires étrangères affirme que Washington ne frappera pas Pyongyang. «Les USAméricains ne frapperont pas la Corée du Nord, car ils ne doutent pas, mais savent qu'elle possède la bombe nucléaire», a déclaré Sergueï Lavrov dans un entretien accordé à la chaîne russe NTV.

Pour sa part, il estime que la situation ne ressemble pas, même de loin, à celle de l'Irak. «Les USAméricains ont frappé l'Irak uniquement parce qu'ils avaient une information à 100% fiable indiquant qu'il ne restait plus là-bas aucune arme de destruction massive», a-t-il poursuivi.

Néanmoins, si Washington ne prend pas en considération cette analyse, la situation pourrait, d'après le chef de la diplomatie russe, «prendre un tour imprévisible».

«Si ce scénario se produit, des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers d'innocents vont en souffrir en Corée du Sud et même en Corée du Nord, au Japon, en Russie et en Chine, qui se trouvent à proximité», a-t-il indiqué, avant de conclure que ce torrent de menaces réciproques entre Washington et Pyongyang ne pourra être stoppé que «par la douceur, la remontrance et la persuasion».

Lors de son premier discours devant l'Assemblée générale de l'Onu mardi, Donald Trump a menacé de «détruire totalement» la Corée du Nord, affublant son dirigeant Kim Jong-un du surnom de «Rocket Man» («l'homme-fusée»), «embarqué dans une mission-suicide pour lui et son régime».

En réponse aux déclarations de M. Trump, Pyongyang a pour sa part évoqué la possibilité de procéder à l'essai d'une bombe H d'une puissance sans précédent dans l'océan Pacifique. Par la suite, le chef de la Maison-Blanche a promis via son compte Twitter de mettre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un à l'épreuve «comme jamais», tout en le traitant de «forcené».

Sputnik News 24 septembre 2017
Traduit par Sputnik News
Tlaxcala25 septembre 2017

Macron signe les ordonnances sur la loi travail malgré l'opposition ouvrière !

Par Anthony Torres

Malgré l'opposition des travailleurs à la loi travail et les manifestations qui s'annoncent, Emmanuel Macron a signé ses ordonnances détruisant le Code du Travail. Il prévoit aussi des attaques drastiques contre la santé, l'éducation, et l'assurance-chômage, tout en promettant de dépenser des milliards sur l'armée et la réduction de l'Impôt sur la Fortune.

C'est en direct à la télévision que Macron, entouré de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud et du porte parole du gouvernement, Christophe Castaner a signé vendredi cinq ordonnances réformant le Code du travail, à l'issue du Conseil des ministres. Les premières mesures doivent paraître dès demain au Journal officiel. Macron a déclaré, « Cette réforme entrera en vigueur à compter de sa publication. Les premières réformes seront applicables dès les tout prochains jours ».

Il a ajouté qu'il imposerait « petite vingtaine de décrets » avant la fin de l'année, et que « toutes les réformes contenues dans ces ordonnances » seraient applicables « au plus tard au 1er janvier ».

Cette action souligne le mépris de Macron et de toute l'aristocratie financière qu'il représente à l'égard de l'opposition à l'austérité en l'Europe. La cote de popularité de Macron a chuté jusqu'à 30 pour cent en quatre mois depuis son élection, et 7 personnes sur dix sont hostiles à la loi travail.

Macron compte imposer son diktat avec arrogance à la population, grâce à son contrôle de l'appareil d'Etat. Alors que la mobilisation organisée par la CGT le 12 septembre s'annonçait, il a déclaré dans des discours tenus à l'étranger que « la démocratie, ce n'est pas la rue. » Il a insulté les manifestants hostiles à la loi, en les traitant de « fainéants » et de « cyniques ».

Après la crise mondiale déclenchée en 2008, Macron et les banques veulent à tout prix détruire les acquis sociaux qu'avait obtenus la classe ouvrière au 20e siècle, après les grèves déclenchées en Europe suite à la révolution russe de 1905 – quand le Code du Travail fut établi en France – et surtout après la révolution d'octobre 1917 et la prise du pouvoir par la classe ouvrière en Russie.

En dynamitant le cadre légal des relations de classe en France, les ordonnances préparent une guerre de classe brutale et de longue durée, menée par l'aristocratie financière contre les travailleurs. Ces derniers ne pourront se défendre qu'en créant de nouvelles organisations de lutte pour remplacer les syndicats co-optés par l'Etat et le patronat, et en construisant le Parti de l'égalité socialiste (PES) en nouvelle avant-garde révolutionnaire des travailleurs.

Les ordonnances permettent aux entreprises d'exercer un chantage à l'emploi permanent pour imposer aux travailleurs les licenciements, des baisses de salaires et la destruction des acquis. Si les travailleurs refusent ces exigences, les patrons pourront fermer les sites, licencier les travailleurs qui refuseraient ces accords, et les priver de leurs droits aux aides à la formation de Pôle emploi.

Les patrons comptent embaucher les travailleurs sur des contrats précaires, dits « de chantier ».



Emmanuel Macron, entouré de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud et du porte parole du gouvernement, Christophe Castaner a signé vendredi cinq ordonnances réformant le Code du travail. Cette action souligne son total mépris à l'égard des manifestations de la classe ouvrière

Les branches professionnelles pourront définir les règles sur la durée, le nombre de renouvellements sur un même poste et les délais de carence des CDD. Les employeurs pourront rompre les contrats de chantier à la fin d'une mission sans que les travailleurs ne touchent d'indemnités.

Les dirigeants de PME et de TPE pourront en effet changer les règles établies, y compris sur les primes et le treizième mois, via des référendums. Les patrons pourront aussi tenter d'imposer des accords d'entreprise que dérogent au Code du Travail, aux accords de branche et aux conventions collectives, qui voleraient tous en éclats.

Macron et la bourgeoisie internationale craignent la montée de colère parmi les travailleurs en France et à travers l'Europe. Hier, la ministre des Transports Elisabeth Borne a reçu les syndicats de routiers et prétendu que les réformes n'avaient « pas de raison d'inquiéter les routiers », tentant ainsi d'étrangler leur grève avant que les routes et les stations services ne soient bloquées.

La classe dirigeante compte sur la complicité des syndicats, qui tentent de diviser les luttes dans des mobilisations d'un jour par roulement pour épuiser l'opposition à Macron. Ils avaient rencontré Macron au début de son mandat, pour qu'il leur expose le calendrier des réformes. Ils ont ensuite négocié les ordonnances pendant des semaines avec Pénicaud et les organisations patronales. Selon Le Canard enchainé, deux rencontres secrètes ont eu lieu le 28 août entre Macron, Pénicaud et Mailly de FO et ensuite Berger, le secrétaire général de la CFDT. L'hebdomadaire satirique a rapporté que le gouvernement voulait être sûr que Mailly et Berger « tenaient leur base ».

Le Monde avait qualifié les discussions entre les syndicats et le gouvernement de « conviviales » et la ministre du travail de « très preneuse » des discussions sur la formation des syndicalistes, une des principales avenues par lesquelles les décrets de Macron font parvenir de nouveaux fonds patronaux dans les caisses des centrales syndicales. Celles-ci tenteront ensuite d'imposer aux travailleurs les accords et les référendums négociés avec les patrons et l'Etat.

La classe ouvrière en France et à travers l'Europe est confrontée à un effondrement international du capitalisme auquel elle ne peut réagir qu'en adoptant une stratégie révolutionnaire. L'objectif des réformes de Macron est d'augmenter la rentabilité de la deuxième économie de l'UE, mais surtout de permettre à la France et à l'Europe de concurrencer les Etats-Unis, y compris militairement, dans les guerres qui se profilent.

Quelques jours avant la publication des ordonnances, Macron avait déclaré devant les ambassadeurs réunis : *« Mon ambition est que, en qualité, en capacité de déploiement, en réactivité, nos armées s'affirment... parmi les toutes premières au monde, la première en Europe, qui protège la France, mais aussi notre continent. Nous avions oublié que 70 ans de paix sur le continent européen était une aberration de notre Histoire collective... Mais la menace est à nos portes et la guerre est sur notre continent ».*

Suite à l'effondrement de l'ordre politique d'après-guerre et de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis depuis l'investiture de Trump, les tensions explosent entre Washington et l'UE. Les menaces de génocide nucléaire proférées par Trump cette semaine à l'égard de la Corée du Nord poussent les bourgeoisies européennes à se renforcer militairement, afin de préparer leurs propres guerres impérialistes. Elles veulent avant tout en faire porter le fardeau financier aux travailleurs.

Les milliards d'euros dégagés par la destruction des acquis sociaux serviraient à renforcer l'appareil militaire en France et en Europe, ainsi qu'à militariser la France via l'état d'urgence dont Macron souhaite transférer le gros des dispositions dans le droit commun. Ceci permettrait au gouvernement de tenter une répression drastique des travailleurs et de l'opposition aux réformes.

Face au diktat d'austérité de l'UE, et au danger de guerre et de dictature, la classe ouvrière en France comme en Europe est confrontée à la nécessité d'une lutte politique et révolutionnaire.

Wsws 23 septembre 2017





Raoul Peck : « Connaissez votre histoire, organisez-vous et battez-vous ! »

Avec le Jeune Karl Marx, le cinéaste engagé nous montre une pensée émancipatrice se forgeant au cœur de l'action politique pour changer le monde.

LAURENT ETRE : Comment est née l'idée de ce film, le Jeune Karl Marx ?

Raoul Peck : Au départ, c'est Pierrette Ominetti, d'Arte, qui m'a sollicité. Je n'aurais jamais osé proposer moi-même à une télévision française de faire un film sur Marx. N'oublions pas que nous sommes alors avant la crise financière de 2008 : l'idée selon laquelle le capitalisme serait l'horizon indépassable de l'histoire est encore largement dominante ; parler de « lutte des classes » est perçu comme une aberration. Le capital avait gagné sur toute la ligne. Quoi qu'il en soit, quand Arte m'a demandé de travailler sur le sujet, j'ai sauté sur l'occasion. Car, pour moi, Marx a toujours été incontournable. On ne peut rien expliquer de la société (capitaliste) dans laquelle nous vivons sans revenir à sa pensée, aux concepts qu'il a forgés et à sa grille d'explication. Je me suis donc attelé à la tâche. Mais au bout d'un certain temps, réalisant l'ampleur du projet, et n'ayant pas réussi à trouver une façon efficace de traiter le sujet en docu-fiction, j'ai décidé de revenir à une fiction pure et de le produire avec ma société de production, Velvet Film.

LAURENT ETRE : Pourquoi avoir choisi de vous focaliser sur les années de jeunesse ?

Raoul Peck : Je savais d'emblée que je ne pourrais pas me confronter au « vieux barbu ». Car, en ce cas, il m'aurait fallu non pas un, mais dix films, pour pouvoir défaire toutes les instrumentalisations et les déformations dont son œuvre a été l'objet. J'ai donc pris le parti de me concentrer sur la genèse de sa pensée, cette période qui court de la thèse de doctorat (1841) au Manifeste du Parti communiste (1848). C'est dans ces années que naît chez lui l'ambition d'établir une science de l'histoire des sociétés. Et tout est là.

LAURENT ETRE : Dans l'histoire du marxisme, l'évocation du jeune Marx renvoie, en France, à ce qu'on a appelé, dans les années 1960, la « querelle de l'humanisme », avec Louis Althusser postulant une « coupure épistémologique » entre le jeune Marx, empreint d'idéalisme humaniste, et celui de la maturité, du Capital, devenu pleinement « scientifique ». Aviez-vous cette idée en tête ?

Raoul Peck : Je connais bien sûr ce débat ; mais, en l'occurrence, non, ce n'était pas l'arrière-plan de ma démarche. Précisément, j'ai commencé par mettre à distance tous les « experts » de Marx, les interprétations, pour ne me baser que sur les correspondances. Je voulais montrer Marx, Engels et Jenny, la femme de Marx, dans leur vie concrète, à partir de leurs propres paroles. Ils sont jeunes, ils ont la vingtaine, ils sont révoltés et ils ambitionnent de changer le monde. C'est cela, le cœur du film. Et mon but, dès le début, a été que cette formidable histoire inspire les jeunes d'aujourd'hui, qu'elle nourrisse leurs propres combats. Je n'ai pas fait ce long métrage en regardant dans le rétroviseur, mais bien devant, vers le présent et l'avenir. Ce film se veut un appel à prendre sa vie en main, comme l'ont fait ces trois jeunes gens à leur époque, et à changer tout ce qui doit l'être, sans se poser de limites a priori. Connaissez votre histoire, apprenez à repérer les liens entre les événements à première vue épars ! Armez-vous intellectuellement, organisez-vous et battez-vous ! C'est un travail ! Tel est le message.

LAURENT ETRE : Votre film comporte une scène qui condense les débats ayant présidé à la transformation de la « Ligue des justes » en « Ligue des communistes ». L'exigence de scientificité paraît centrale dans le propos d'Engels, qui est alors à la tribune pour défendre les idées qu'il partage avec Marx…

Raoul Peck : Oui, il met en avant la nécessité de sortir du romantisme.



La Ligue des justes avait pour devise « Tous les hommes sont frères ». Engels confronte avec éloquence ce slogan à la réalité des contradictions sociales. Comment soutenir, en effet, que le patron et l'ouvrier, l'exploiteur et l'exploité, sont frères ? Non, décidément, tous les hommes ne sont pas frères. La nouvelle devise s'impose alors : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Bien entendu, aujourd'hui, à nous de savoir qui inclure dans le terme « prolétaire ».

LAURENT ETRE : L'idée centrale du film n'est-elle pas là, justement ? Dans la façon dont il montre la maturation d'un communisme partant des contradictions du réel pour aller à la réalisation de l'idéal, contre un socialisme utopique plaquant l'idéal sur la réalité, et désarmant, dès lors, les prolétaires ?

Raoul Peck : Les réponses qui venaient dans l'esprit des gens de l'époque étaient celles de leur temps. On se trouve au début de la révolution industrielle, après la Révolution française. On commence juste à comprendre que ce sont les hommes qui font l'histoire, alors même que se met en place une nouvelle aliénation du travail, au travers des grandes fabriques. Ce contexte contradictoire favorise l'essor des grandes utopies, tel le Phalanstère de Fourier. Mais, c'est vrai, Marx a fondamentalement renouvelé la pensée du mouvement ouvrier naissant, en invitant à repartir de l'analyse méticuleuse des structures de la société. Pour lui, c'était la seule vraie méthode pour décider ensuite – ensemble – dans quelle direction s'engager. Le romantisme ne l'intéresse pas ; il veut des démonstrations, avec des arguments et des preuves. C'est une manière de penser très allemande, en un sens. En allemand, le verbe est placé en fin de phrase. Cela oblige à réellement réfléchir à ce que l'on veut dire, avant de le dire. C'est une langue structurante. Dans le film, la scène où Marx pousse Proudhon dans ses retranchements sur la question de la propriété illustre bien cette différence culturelle. Face à un Proudhon qui décrète que, « la propriété, c'est le vol », Marx demande : « Quelle propriété ? » Et il ne le lâche pas. Il ne peut se satisfaire de telles généralisations.

LAURENT ETRE : Comment êtes-vous parvenu à rendre captivants, à l'écran, des débats philosophiques complexes qui, sur le papier, peuvent rebuter les non-avertis ?

Raoul Peck : Cela nous a pris dix ans pour y parvenir (rires). Il n'y a pas de secret. La première ébauche du scénario était beaucoup plus didactique. Il a fallu énormément travailler pour se rapprocher, version après version, du cinéma. Mais un cinéma basé sur le réel, un cinéma rigoureux ! Nous n'avons rien inventé. J'ai pu aussi compter sur le talent de mon ami scénariste Pascal Bonitzer, qui sait transformer des scènes susceptibles d'être trop théoriques en scènes vivantes, sans jamais rien lâcher sur le fond, sur la rigueur du propos. J'ai également choisi en priorité des acteurs venant du théâtre : August Diehl (Karl Marx), Stefan Konarske (Friedrich Engels) et Vicky Krieps (Jenny Marx). Ce sont des gens qui ont la capacité de créer d'authentiques personnages. Un dialogue, c'est une manière de se tenir, de bouger, d'habiter ou non les silences. Dans ma façon de filmer, j'ai par ailleurs souvent recours aux plans-séquences, qui offrent une vraie respiration aux acteurs, qui leur permettent de modeler véritablement leur personnage.

LAURENT ETRE : Quelles sont les idées-forces que vous retenez de Marx ?

Raoul Peck : Contrairement à certains de mes contemporains qui ne retiennent de lui que la partie théorique, Marx est pour moi, d'abord, une façon d'appréhender le monde avec une insatiable curiosité. Dans une joute mémorable avec Wilhelm Weitling, la figure de proue du socialisme utopique allemand de l'époque, Marx a cette phrase, que je trouve particulièrement inspirante : « L'ignorance n'a jamais aidé personne. » Or, nous baignons aujourd'hui dans l'ignorance. Ignorance de l'autre, ignorance de notre histoire. On nous présente insidieusement les migrants comme une menace, l'Europe se referme sur elle-même… On assiste à la mise en œuvre de recettes de décadence, de recettes pour fin de règne. Il faut réapprendre à penser dialectiquement, en faisant apparaître les liens cachés, en replaçant les faits dans une historicité. Il n'y a pas plusieurs histoires sur cette Terre, mais une seule dans laquelle tout est lié. La création de richesse sur un point du globe est accompagnée de la création de pauvreté ailleurs. Lorsqu'une entreprise quitte une région, y créant ainsi du chômage et de la misère, elle ne se volatilise pas. Elle part seulement exploiter ailleurs, là où les salaires sont moindres, là où le rapport de forces capital-travail est davantage en faveur du capital. Et surtout, quel que soit le lieu, ce ne sont pas ceux qui créent les richesses qui en profitent, mais les propriétaires, les actionnaires.

LAURENT ETRE : Votre film met le doigt sur les clivages de classes de la société capitaliste. Autant dire qu'il n'est pas a priori au diapason de l'industrie du spectacle… N'avez-vous pas rencontré d'embûches ?

Raoul Peck : Si, bien sûr ! Il faut réaliser que ce film sur Marx est le premier du genre, en Occident. Donc, forcément, on devait s'attendre à ce que des obstacles puissent surgir. D'abord, il existe encore une certaine autocensure. Moi-même, j'ai pu être pris dedans. Mais je m'en suis libéré bien volontiers. Et quand j'ai commencé à travailler, personne n'a tenté d'intervenir sur l'orientation du projet. Je ne l'aurais de toute façon jamais toléré. C'est sur le financement que nous avons connu quelques péripéties révélatrices. Avant tout, je tiens à dire que j'ai toujours pu m'appuyer sur un système qui reste largement démocratique, avec des aides, des institutions qui vous permettent, dans un cadre européen, d'atteindre un certain budget. En aucun cas je n'aurais pu faire ce film avec des investissements américains, vous l'imaginez bien… Donc, pour revenir à votre question, en France et en Belgique, nous avons obtenu plus ou moins les financements escomptés. La surprise est venue de l'Allemagne, où nous avons dû faire face, dans un premier temps, à des réactions de rejet. Lorsque nous avons soumis

« Pleins Feux Sur » : Hector Lominy (Jacmel, 1930 – Port-au-Prince, 2007) *« Un musicien mutationniste »*

Par Ed Rainer Sainvill

Musicien inspiré, le professeur Hector Lominy s'était d'abord adonné à la musique, en organiste de sa paroisse, avant d'être initié par son père à la trompette. A travers laquelle il trouva sa voie au gré d'une multitude d'explorations. Instrumentiste de classe, auréolé d'une formation conventionnelle et adéquate. Au préalable, diplômé de l'Ecole Normale d'Instituteurs, il s'était aussi révélé un pédagogue scrupuleux, un instructeur intransigeant, de solfège (1). Trompettiste qualifié, il s'était établi dans le milieu musical avec son tempo authentique, assorti de cohérence. Puis, il collabora avec quelques groupes en vogue, faisant montre de son savoir. Souffleur au phrasé discret mais vif, il participa à la grande épopée du ***konpa dirèk*** par son suave tempo, nimbant de sa sonorité outrancière le rythme de Nemours. Une période dont il s'acharna après à se démarquer, lorsqu'il devint plus tard un maestro élitiste, diminuant même la portée du ***konpa.***

Cependant, ses chevauchés voluptueuses lui valurent d'autres sollicitations.

Parallèlement, il contribua dès le début des années soixante-dix, en compagnie de Julio Racine et de Fritz Benjamin à une petite formation musicale à l'école Sainte Trinité. Une initiative découlant des premières tracées de la sœur Anne-Marie, qui d'abord introduisit en 1956, l'enseignement musical à l'Ecole Sainte Trinité, débouchant sur la formation d'un petit orchestre animant les messes dominicales. Puis, s'ensuivirent les camps musicaux à Ste Croix, Léogâne. C'est ainsi qu'en 1971, H. Lominy accéda à la direction du nouvellement créé Orchestre Philarmonique Sainte Trinité (O.S.T), indiquant à ce poste ses qualités de musicien, compositeur, arrangeur, instrumentiste et instructeur. Par la suite, il bénéficia d'une bourse d'études aux U.S.A; notamment, à Louisville dans le Kentucky, où il a pu se perfectionner dans l'orchestration, l'harmonisation et la conduction orchestrale.

Il revint, en mettant sa dévotion à l'épanouissement de jeunes talents haïtiens dans l'art majeur. Paré de tant d'atouts, ce vrai chef de file fut, à la tête de sa troupe, couronné de nombreux lauriers, au bercail et en terre étrangère. Et cet orchestre prit goût au succès et s'extériorisa dans des adaptations de morceaux « classiques » du terroir et d'outre-mer, grâce au savoir-faire de Hector Lominy, qui à cette intersection étonna plus d'un en remettant sa démission pour aller s'établir à Miami puis, à New York, où il intenta d'ouvrir une école de musique. Mettant en outre, sur pied un petit orchestre classique animant les mariages, baptêmes et autres randonnées intimes. Mais, cette approche, n'ayant pas décollé, il reprit finalement le cap vers son pays, où il eut le loisir de renouer avec ses racines et un entourage musical qui le remirent dans son bain ; dans sa reconduction à la tête de « O.S.T ».

Bien soulagé de retrouver un environnement lui ayant permis de se ressourcer dans la formation de nouveaux adeptes du classicisme. Malheureusement, alors qu'un jour des proches ne l'ayant pas vu, décidèrent d'aller voir ce qu'il en était, ils durent faire l'amère constatation qu'il avait rendu l'âme un jour auparavant. Il s'en alla de son dernier voyage, en maestro respecté et grand contributeur d'une institution comme le centre Philharmonique de Sainte Trinité, laquelle demeure aujourd'hui à l'avant-garde des chantres classiques du terroir. Ce qui situe la dimension et la renommée du professeur Hector Lominy.

1-L'auteur a suivi les cours de solfège du professeur Lominy au Collège Saint-Pierre, à Port-au-Prince.

"Extraits de l'ouvrage ''Les 100 plus Influents Musiciens Haïtiens…"

Suite de la page (8)

Le nombre d'établissements publics a augmenté. Que faire de la qualité de l'enseignement?

Tout récemment, les écoles publiques primaires et secondaires se comptaient sur les doigts dans les grandes agglomérations urbaines. Les écoles rurales qui dépendaient non du ministère de l'Éducation nationale, mais de celui du ministère de l'Agriculture souffraient du même déficit, ce qui, en plus de leur quasi inexistence, chassait presque exclusivement du système la classe des petits paysans tout en la stigmatisant.

Aujourd'hui, nous vivons une massification de l'éducation qui fait partie du même projet antipopulaire. Si l'État haïtien a réellement augmenté le nombre de salles de classe, il ne le fait pas de façon proportionnelle aux nouvelles demandes ni dans une optique de redresser la barre de manière qualitative. Le secteur privé contrôle à plus de 80% le système scolaire. Cependant, gare à nous de ne pas nous méprendre du fait de cette inéquation entre le public et le privé en nous disant que dans ce domaine le poids idéologique de l'État est faible. Althusser en s'inspirant de Gramsci nous a ainsi éclairés: « La distinction du public et du privé est une distinction intérieure au droit bourgeois, et valable dans les domaines (subordonnés) où le droit bourgeois exerce ses ''pouvoirs''. Le domaine de l›État lui échappe car il est « au-delà du Droit »: l›État, qui est l›État de la classe dominante, n›est ni public, ni privé, il est au contraire la condition de toutes distinctions entre public et privé. Disons la même chose en partant cette fois de nos appareils idéologiques d›État. Peu importe si les institutions qui les réalisent sont « publiques » ou « privées ». Ce qui importe c›est leur fonctionnement ».[2]

Dans la même optique en faveur des classes possédantes, par vagues successives, des équipes du ministère de l'Éducation nationale amaigrissent le curriculum de l'enseignement avec des modifications peu idoines à notre réalité. La complicité de l'État haïtien est évidente en favorisant une baisse relative du niveau de l'enseignement à l'échelle nationale. Relative, disons-nous, parce que parallèlement aux établissements mal lotis, ceux de référence tiennent bien le courant. Les classes dirigeantes ont installé dans tout le processus éducationnel une première passoire pour retenir quelques jeunes issus des masses populaires, pour les intégrer dans le système. Elles cachent leur dessein sous le fallacieux concept sociologique de ''promotion sociale'', et elles donnent la grande majorité des autres en pâture aux classes dominantes. Il est important de signaler que chaque régime gouvernemental tout en respectant les règles du jeu, tend à laisser son empreinte. La dictature de François Duvalier a esquissé au début des années 60 une nouvelle tactique pernicieuse en expulsant ou en terrorisant un grand nombre de professeurs qualifiés des sections primaire, secondaire et universitaire. Le Canada et certains pays francophones africains en furent les plus grands bénéficiaires. La lourde chute de notre curriculum scolaire qui a dérapé en ce triste moment de notre histoire, paraît ne plus obéir à aucun frein malgré les efforts de quelques organisations étudiantes et de quelques syndicats vigilants.

Au lieu de prendre des mesures adéquates pour requinquer le système, les dirigeants eux-mêmes se plaignent de l'existence effrénée des écoles péjorativement dénommées ''écoles borlettes''. On assiste à une expansion de ces établissements qui, à travers la République, participent à nourrir cette force contraire au bien-être social et civique des masses populaires. Des Facultés ou même de prétendues universités dites aussi « borlettes » abritées dans des maisons familiales pullulent aussi dans tous les quartiers de Port-au-Prince et dans les villes de province. Les responsables du système de par leur comportement, font accroire qu'il s'agirait d'un phénomène en dehors de leur portée. Pourtant, c'est toujours dans le même esprit d'adapter le système au besoin des classes dominantes aux niveaux local et international pour offrir à ces dernières cette main-d'œuvre béatement qualifiée à bon marché.

De nos jours, ce sont de plus en plus de ces cadres grandis au cours de cette période de désintégration des valeurs éthiques, morales et intellectuelles à côté de gens réellement qualifiés qui coiffent les administrations publiques et privées. Le système politique dominant est expert en recrutant ses membres. Il sait comment positionner chacun de chaque classe et chaque catégorie sociale à sa place suivant ses nécessités. Nous devons toujours nous rappeler le pourquoi de cette école à vitesse multiple. Une fois encore nous recourons à Althusser pour dénoncer le plan des classes dirigeantes: « Chaque masse qui tombe en route est pratiquement pourvue de l'idéologie qui convient au rôle qu'elle doit remplir dans la société de classe: rôle d'exploité ('' à conscience professionnelle'', '' morale'', '' civique '', '' nationale'', et apolitique hautement développée'') ; rôle d'agent de l'exploitation (savoir commander et parler aux ouvriers: ''les relations humaines'', d'agents de la répression (savoir commander et se faire obéir ''sans discuter ou savoir manier la démagogie de la rhétorique des dirigeants politiques) ou des professionnels de l'idéologie... »

Le scandale qui vient d'éclater à propos de la surfacturation des kits scolaires qui a entraîné comme bouc émissaire la révocation du ministre des Affaire sociales, est un épiphénomène parmi tous les scandales connus ou cachés sous le boisseau, qui émaillent la classe politique haïtienne. Est-ce parce que cet ultime détournement s'est ébruité qu'on parle de crise du système scolaire? En vérité cette classe politique est en pleine adéquation avec les valeurs inhérentes au capitalisme.

L'alternative à cette dégradation ne saurait venir de ce statu quo:» Il n'est pas étonnant, a écrit Paulo Freire, alors, que dans cette vision ''bancaire'' de l'éducation, les hommes soient considérés comme des êtres d'adaptation, d'ajustement. Plus les élèves s'emploient à archiver les ''dépôts'' qui leur sont remis, moins ils développeront en eux la conscience critique qui permettrait leur insertion dans le monde comme agents de transformation, comme sujet « Dans la mesure où cette vision "bancaire" annule le pouvoir créateur des élèves ou le réduit au minimum, en favorisant leur côté primaire au lieu de développer leur sens critique, elle sert les intérêts des oppresseurs ». [3] Pour déboucher sur une école qui correspond aux besoins du pays et de la grande majorité populaire, il faut un changement profond qui abandonne cette politique qui livre aux requins capitalistes et aux grands dons la classe des travailleurs. Le changement profond, c'est la révolution. Celle-ci se fera longtemps attendre sans une unification des forces progressistes.

Marc- Arthur Fils-Aimé
9 septembre 2017

---

le film à la commission franco-allemande de soutien à la production de films, les trois membres allemands ont voté contre comme un seul homme, et le seul des trois Français à avoir également voté contre était d'origine allemande. J'ai du mal à croire à une coïncidence. Ils n'ont pas dû apprécier qu'un non-Allemand fasse un film sur une figure majeure de leur patrimoine intellectuel. À partir de là, nous avons décidé de politiser la chose et de le présenter ainsi à nos partenaires allemands. Une digue est tombée, paradoxalement devant une commission d'aide dans l'ex-Allemagne de l'Est. Après, ce fut plus simple. Le vrai scandale, en revanche, a été l'attitude de l'instance européenne d'appui au cinéma, Eurimages, qui nous a refusé une aide décisive, sous la pression de certains pays de l'ex-bloc de l'Est. Ils ont dit en substance: hors de question de faire Marx sans Staline. Un acte de censure politique pour une institution qui n'a aucune vocation d'instruire des contenus, mais de se prononcer sur le montage financier d'un projet de film et sur sa solidité. Un projet porté solidement par les trois nations les plus importantes en termes de cinéma en Europe (France, Belgique, Allemagne) a été éliminé d'office par Chypre et quelques autres pour des raisons politiques!

LAURENT ETRE : Votre film vise un large public. Mais que dit-il aux spectateurs qui se reconnaissent dans l'héritage de l'auteur du Capital?

Raoul Peck : Le Jeune Karl Marx met en question les fourvoiements dans les logiques répressives, autoritaires, en montrant tout le bouillonnement démocratique auquel Marx et Engels participaient au sein du mouvement ouvrier en voie d'organisation. Les deux amis sont durs; ils ne mâchent pas leurs mots... Mais ils sont toujours ouverts à la discussion, ils ne renoncent jamais à convaincre leur auditoire. Toute la radicalité du film est là, dans le fait de montrer la portée transformatrice de ce geste démocratique, et surtout la nécessité d'une pensée claire. Le camp progressiste, au sens le plus large, n'a jamais pu, de bataille en bataille, réellement faire son autocritique. Or, il faut confronter les erreurs, les errances, les illusions, les crimes aussi, pour initier un autre combat. Et ce, dans la démocratie.

L'HUMANITÉ 15 SEPTEMBRE 2017
